

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

VENDREDI
16 AVRIL 1976

Hier, étudiants, lycéens, collégiens, enseignants dans la rue

DES MANIFESTATIONS JAMAIS VUES DEPUIS 68

- 40 000 à Paris
les flics créent un climat de provocation
- Des dizaines de milliers dans toute la France
- Vers la grève générale de l'Education Nationale

La journée du 15 n'aura pas été un baroud d'honneur. Jamais, depuis 68, une grève et des manifestations d'une telle ampleur n'avaient ébranlé l'Education Nationale. Ce ne sont plus seulement les étudiants qui sont descendus massivement dans la rue, mais les lycéens et les apprentis. Cet énorme succès invite à aller encore de l'avant.

Beaucoup, parfois même dans l'extrême-gauche, restaient sceptiques quand nous avançons la perspective d'une grève générale de l'Education Nationale pour faire reculer le pouvoir. Pourtant elle peut prendre corps, devient concrètement à l'ordre du jour.

C'est ce qu'a compris le pouvoir qui commence à hésiter, esquissant un léger recul, mais tendant aussi une perche à tous ceux qui voudraient négocier des compromis, négocier les modalités d'application de la réforme et non son abrogation. Le SNESup, le SNES et l'UNEF, dirigé par des militants du PC, vont-ils suivre l'exemple de la direction de la FEN liée au PS, dont le secrétaire général a commencé à négocier dès le 13 avril ! Les directions de la CGT et de la CFDT vont-elles continuer à refuser de participer aux côtés des mobilisations de la jeunesse devant l'épreuve de force qui s'engage ? Tous vont-ils, encore une fois, essayer de casser une lutte parce qu'ils préféreraient attendre tranquillement 78 ?

Il y a pourtant une autre voie : celle qu'ont prise les enseignants et de nombreuses sections du SNESup en rejoignant la grève des étudiants. Celle que vont prendre les milliers de lycéens et apprentis qui, appuyés sur l'immense démonstration de force d'hier, vont, dès mardi prochain, se mettre en grève. Celle que discutent de nombreuses facultés : l'organisation d'une « montée nationale sur Paris » la semaine prochaine. Pour, aux côtés des lycéens et des apprentis montrer à nouveau sa force, mais aussi échanger les expériences, discuter les plate-formes de luttes. Telle est la voie de la victoire possible !

Antoine Artous

Lires pages 8 et 12
le compte rendu
des manifestations



L'HONNEUR RETROUVE DE ROLAND AGRET

Roland en est aujourd'hui à son 33^e jour de grève de la faim. Il y a 21 jours qu'il a avalé deux manches de fourchette. A partir de maintenant, il faut le savoir, son état physique peut se dégrader avec une rapidité extrême. La bataille pour sa libération immédiate est une question de jours.

Si le silence qui écrase Agret depuis 5 ans est maintenant rompu, ce n'est pas seulement du fait de l'action opiniâtre menée par ses proches, amis et camarades. France-soir fait volontiers sa première page sur Agret. Détective aussi, dans un genre plus puant. Les pisse-copie qui, en d'autres occasions, n'hésitent nullement devant l'appel au meurtre et la généralisation de la loi du lynch, demandent aujourd'hui la révision du procès Agret. Un

journaliste de Détective l'avoue tranquillement : ça fait monter le tirage. Pour peu qu'on demande à Marie-Josée, « la courageuse petite femme du martyr » d'avoir un air tragique quand on la photographie (une grève de la faim, c'est sérieux !) et de prendre une pause sexy (sans bluff : on l'a vu), le tour peut être joué. On peut prendre le pari : vous verrez que si Roland meurt, ils en feront un film. Cette manipulation éhontée des souffrances n'est pas

LES MEDECINS QUITTENT L'ORDRE 40 DE PLUS A TOULOUSE

L'Ordre des médecins a encore frappé. Le mardi 13 avril, le conseil de l'Ordre a assigné 13 médecins devant le tribunal d'instance de Toulouse. Motif : leur refus de payer les cotisations. La date de leur comparution a été fixée au 5 mai. Dès que cette décision a été rendue publique, la riposte s'est organisée. Dans l'immédiat, 40 médecins hospitaliers dont 10 professeurs agrégés et maîtres de conférence ont signé une déclaration dans laquelle ils affirment : « L'ordre ne peut pas être

le garant de la moralité médicale et son action ne paraît pas non plus adaptée à la pratique de la médecine à plein temps en secteur hospitalier ». Eux aussi refusent de payer leurs cotisations car elle est injuste et parce qu'ils s'estiment solidaires des médecins sanctionnés. Devant une mobilisation qui ne peut que s'amplifier, les médecins réactionnaires contre-attaquent avec un pétard mouillé : l'UNAM organise une réunion sur le rôle de la médecine libérale dans une société libérale.

LA VALSE HESITATION DE LA DEMOCRATIE-CHRETIENNE EN ITALIE

- la DC propose de nouveau un accord à tous les partis sur les questions économiques et l'avortement
- le Parti socialiste : « Non »

Lire page 4

« elle n'avait qu'à prendre le train »

Si vous êtes une femme, que vous faites de l'auto-stop qu'un automobiliste vous viole, ce sera bien votre faute : c'est ce que signifie, en substance, le jugement que vient de rendre la Cour d'appel de Colmar.

Un automobiliste, reconnu récidiviste en la matière, avait été condamné en première instance à quatre ans de prison pour avoir violé une auto-stoppeuse. La Cour d'appel vient de ramener sa peine à deux ans. Le reste, en suris. La Cour a estimé que la jeune femme avait « fait preuve d'une certaine imprudence » et que cela atténuait la responsabilité du violeur.

Voyez-vous cela : faire du stop, pour une femme, c'est manifestement provoquer, aguicher volontairement les hommes qui passent au volant de leur petite voiture ; un peu comme faire le trottoir. Qu'il y ait des femmes qui font du stop parce qu'elles n'ont pas de fric ou que l'heure du dernier car est passée, voilà qui n'effleure pas la conscience sereine des juges de Colmar. Au fait, combien d'hommes et combien de femmes jugent à la Cour d'appel de Colmar ?

La vie de Roland n'est pas seulement entre les mains de Lecanuet. C'est aussi pour nous sortir de notre torpeur consentante face à l'injustice quotidienne qu'il a été contraint de mettre sa vie en jeu. Comme le souligne son ami Jean Lapeyrie, militant du CAP : « Là est notre échec à tous ».

la moindre dimension de cette affaire. Nous ne sommes pas censés tomber à pieds joints dans le piège que nous tend le premier charognard de la presse pourrie.

Membre du SAC ?

Autre problème : qui est Roland Agret ? Ayant fréquenté des milieux louches, le personnage lui-même n'est-il pas un peu trouble ? Avant son procès,

Roland n'était qu'un jeune homme un peu léger, coureur de jupons, ne dédaignant pas l'argent facile. « J'étais également très grande gueule et passablement vaniteux, voire pédant ». C'est tout. Sans complaisance, Roland a tiré le bilan de cette époque de sa vie. Qui mieux ou plus que lui peut être à même de le faire ?

Lire la suite page 5

IRLANDE

ARRESTATIONS MASSIVES EN IRLANDE DU SUD

● Le gouvernement de l'« Etat libre » donne un coup de main à la Grande Bretagne

Dublin, le 14 avril

L'offensive répressive entamée par le gouvernement irlandais se poursuit. Plusieurs dizaines de militants ont été arrêtés et malmenés, certains inculpés.

Le prétexte invoqué est l'attaque le 31 mars dernier du train postal Cork-Dublin par un commando qui emporta 200 millions d'A.F.

Aucune organisation n'a revendiqué cette opération, mais la police s'en prend à l'IRSP, Parti Socialiste Républicain Irlandais.

Depuis le 31 mars, ses militants sont traqués. Seamus Costello, Sean Gallagher et la plupart des autres dirigeants ont été arrêtés. Des dizaines de militants ont été interrogés y compris certains du Sinn Fein, branche politique de l'IRA provisoire, et du Révolutionnaire Marxist Group, section irlandaise de la IV^e Internationale.

La police s'est particulièrement acharnée contre Osgur Breatnach,

directeur de Starry Plough, journal de l'IRSP. La loi ne permettant pas de détention de plus de 48 heures, il a été arrêté 4 fois en 8 jours, systématiquement réarrêté à sa sortie du commissariat ! Il a subi des traitements particulièrement violents. Devant les blessures d'Osgur Breatnach, le juge a dû ordonner son hospitalisation et la suspension des interrogatoires. Ce qui ne l'a pas empêché de l'arrêter à sa sortie de l'hôpital et de l'inculper de l'attaque du train postal ainsi que 4 autres de ses camarades, sans la moindre preuve.

Mick Barret, témoin à décharge d'un des inculpés — ils se trouvaient ensemble chez lui le jour de l'attaque du train — a été torturé avec une brosse métallique et inculpé de complicité. Sa femme et son fils de 13 ans ont finis par être relâchés.

Il est clair que le gouvernement irlandais est décidé à écraser l'IRSP.

Scission de gauche de l'IRA officielle (dominée par le PC), cette organisation a pour stratégie de combiner la lutte au nord et au sud, les luttes économiques et la lutte nationale, la lutte armée et l'organisation des masses. Une telle orientation, que l'IRA provisoire n'a jamais su développer, est un danger réel pour l'impérialisme et ses valets locaux.

Par cette offensive, le gouvernement de l'Etat Libre du sud — auquel participe le parti travailliste — montre encore une fois de quel côté il se trouve. Il y a quelques temps, il faisait une démarche auprès de la Cour des Droits de l'Homme de Strasbourg contre les méthodes employées par la Grande-Bretagne en Irlande du Nord. Aujourd'hui, il pratique ces mêmes méthodes comme le dit l'IRA, il est devenu « plus anglais que les anglais ».

Une nouvelle loi permet d'emprisonner au sud pour des « délits »

commis au Nord, s'évader d'un camp de concentration par exemple. Le nouveau règlement des prisons permet d'empêcher les avocats de rencontrer leur client. Le ministre de la défense a déclaré que cela avait pour but d'« écraser la politique de la rue ».

A Dublin, la riposte s'organise. L'Association pour une justice légale — équivalent irlandais du MAJ — a porté plainte contre les tortures. L'IRSP a tenu une petite manifestation devant le commissariat où étaient emprisonnés ses camarades. Plusieurs organisations, dont nos camarades du RMG et ceux de People's Democracy ont entrepris une campagne unitaire. Il est à souhaiter les plus grosses organisations de la résistance — notamment le Sinn Fein provisoire — s'y associent. En tout cas, ils ont besoin de notre solidarité.

D'après les informations de notre correspondant Steve Mac Donoghs

URSS

DJEMILEV CONDAMNE !

Vladimir Dvorianski, pièce maîtresse de la machination policière a refusé de témoigner contre Djemilev. Ce témoin co-détenu de l'accusé, avait cédé aux pressions du KGB, qui lui promettait une réduction de sa peine en échange des accusations qu'il porterait contre Djemilev. Mais pris de remords, il s'était rétracté dans un document intitulé : « déposition », et qui par miracle a réussi à franchir les barbelés. Tout y est, faux témoignages, mensonges des procureurs. Ce procès est truqué, l'accusation ne repose plus sur rien.

Pourtant, Djemilev vient d'être condamné à deux ans et demi de camp à régime sévère apprend-on de source dissidente, citée par l'AFP. C'est le militant qu'on condamne, c'est le peuple Tatar tout entier qu'on condamne à la mort lente et au désespoir de l'exil à perpétuité. La vie de Djemilev est plus que jamais en danger, car après une grève de la faim de 10 mois, et plus de six ans passés injustement dans la prison des peuples, il risque de ne pas supporter sa nouvelle condamnation.

Si Djemilev meurt, ce sera un froid assassinat.

QUEBEC

145 000 TRAVAILLEURS CONTRE LA « LOI SUR LE SERVICE ESSENTIEL »

Les débrayages massifs qui ont affecté mardi les écoles et les hôpitaux du Québec sont les plus importants survenus depuis quatre ans. Environ 145 000 syndiqués des secteurs public et para-public protestaient ainsi contre la loi spéciale, adoptée la semaine dernière par l'assemblée nationale, interdisant tout arrêt de travail dans le secteur de l'éducation pour 80 jours et contre les dernières offres salariales du gouvernement en vue du renouvellement des conventions collectives, jugées insuffisantes par les membres du front commun inter-syndical.

Loin d'adopter une attitude conciliatrice, le gouvernement semble au contraire vouloir jeter de l'huile sur le

feu et profiter de l'occasion pour s'attaquer encore plus au droit de grève.

Robert Bourassa, premier Ministre du Québec, annonce l'abolition prochaine du droit de grève dans les hôpitaux au Québec. Le ministre de la Justice a entamé des poursuites judiciaires contre 437 dirigeants syndicaux, 229 sections syndicales et 4 834 syndiqués pour « violation de la loi sur le service essentiel », promulguée en décembre dernier et destinée à empêcher la grève dans les hôpitaux.

La riposte s'organise cependant. Des assemblées générales de syndiqués comme à l'hôpital Notre-Dame de Montréal, ont décidé de braver les menaces et les injonctions. A

Montréal, les collèges d'enseignement général et provincial (C.E.G.P.) de Rosemont, de St-Laurent, du Vieux-Montréal, d'Edouard Montpetit, ceux de Limoilou à Québec et de Lévis-Lauzon ont été les premiers à démontrer la solidarité des étudiants à la lutte du « front commun » intersyndical.

Mardi 13 avril, une assemblée commune de plus de 2 500 enseignants a réuni, sur le Mont-Royal, les syndicats francophones et anglophones. La mobilisation est importante dans les écoles, les collèges et les hôpitaux mais les moyens d'action ne contribuent pas encore à forger une solidarité populaire solide, autour des grévistes.

Parallèlement au combat du service public, se répandent les scandales liés aux Jeux Olympiques. Le Parti libéral, au pouvoir, est de longue date, lié à des affaires de spéculation dans la construction. Presque chaque jour, l'opposition parlementaire du Parti québécois démontre les combines, les trafics d'influence qui mettent en cause le premier Ministre lui-même. Le Parti québécois espère ainsi s'appuyer sur la mobilisation électorale.

Pourtant, face à l'offensive ouvrière pour défendre les libertés syndicales, à la crise politique qui sévit, à l'occupation prochaine de la ville de Montréal par l'armée canadienne à l'occasion de Jeux Olympiques, la passivité ouvre la voie des échecs. Le gouvernement Bourassa doit ramener l'ordre à tout prix avant l'arrivée des premiers touristes olympiques en juin. A ce moment un autre problème inquiétera la bourgeoisie : le 1^{er} juin, les ouvriers de la construction auront légalement, le droit de se mettre en grève.

USA

MENACE DE GREVE GENERALE A SAN FRANCISCO

De notre correspondant

Le comité directeur du Conseil du Travail de San Francisco, affilié à la centrale syndicale AFL-CIO, s'est prononcé pour la grève générale en solidarité avec les travailleurs municipaux. La grève des 1800 ouvriers

spécialisés employés de la ville dure depuis le 31 mars. Elle jouit de l'appui de la totalité des syndicats de la région qui se sentent concernés par l'issue de la lutte. Il s'agit en effet d'une épreuve de force entre le mouvement ouvrier et le patronat.

Depuis la grande grève générale de 1934, San Francisco est considéré comme un bastion du mouvement syndical. La grève qui assura la reconnaissance du syndicat des dockers est une des rares grèves générales qui se soient engagées aux Etats-Unis. Il y a deux ans, une grève des pompiers et autres travailleurs municipaux de San Francisco s'était transformée en grève de tout le secteur public. Treize syndicats du secteur public s'étaient alliés dans la lutte, témoignant par là de leur conscience de la nécessité de dépasser le cadre fragmenté de chaque syndicat.

L'avancée des luttes du secteur public a été bloquée par la défaite des employés de la ville de New-York l'été dernier. Plusieurs dizaines de milliers d'employés ont été licenciés sans que la direction syndicale de l'AFSCME (employés municipaux) n'organise aucune lutte. De plus, les diverses catégories d'employés (enseignants, éboueurs, pompiers, etc.) ont chacune proposé de sauver leur emploi en rognant sur les autres catégories.

Dans la foulée de cette défaite des syndicats du secteur public à New York, le patronat de San Francisco a lancé une campagne d'intimidation contre les syndicats municipaux de sa propre région. Pour pallier à la supposée « crise

de la ville, il fallait réduire les services municipaux et les salaires des fonctionnaires. En novembre dernier, le patronat faisait passer un referendum abrogeant une ordonnance conférant aux employés municipaux l'égalité de salaire avec les mêmes catégories du secteur privé. C'est l'application de cette mesure qui a provoqué la grève des 1800 ouvriers spécialisés de la ville. La mairie refuse de leur accorder la même augmentation de salaire qui vient d'avoir lieu dans le secteur privé.

La grève touche à présent la construction municipale, les transports urbains, et divers services municipaux. Mais d'autres syndicats refusent de traverser les piquets de grève des municipaux, conformément à la longue tradition syndicale. Des travailleurs des hôpitaux ont déjà préparé la grève de solidarité malgré les menaces de la direction. Face à cette détermination, le maire démocrate de la ville, Moscone, a annoncé qu'il organisait la ville pour résister à une grève générale possible et assurer le maintien de l'ordre.

Certaines forces cherchent encore à éviter la polarisation. Harry Bridges, le leader du syndicat des dockers qui avait dirigé la grève de 1934, a déclaré qu'une grève générale serait encore prématurée.

Le syndicat des camionneurs (Teamsters) qui ne fait pas partie de la centrale AFL-CIO, ne s'est pas encore prononcé fermement. Par ailleurs, les directions réformistes craignent l'isolement des syndicats par rapport à la population dans son ensemble. Cet isolement s'est manifesté lors du referendum de novembre dernier. Il découle de la politique bornée des directions syndicales qui se sont liées entièrement à la gestion municipale du parti démocrate et ont refusé de défendre les revendications sociales d'autres secteurs tels que le mouvement noir et le mouvement chicano.

La longue tradition de combativité ouvrière à San Francisco assure néanmoins de nombreux appuis à la grève. D'autre part, la lutte se déroule dans un contexte national où le gouvernement annonce une certaine reprise économique (en grande partie à des fins électorales), où la grève de 400 000 camionneurs vient d'obtenir une augmentation de 35 % sur 3 ans, avec indexation sans plafond sur l'indice des prix du ministère du Travail, et où, enfin, les syndicats du caoutchouc synthétique et de l'automobile se préparent à renégocier leurs contrats cet été.

John Barzman

PEROU

La Fédération des mineurs du Pérou menace d'appeler à une grève générale illimitée dans quinze jours si, d'ici là, le gouvernement refusait d'abroger l'état d'urgence dans le secteur minier et de libérer certains de ses dirigeants emprisonnés, parmi lesquels Victor Cuadros et Ricardo Diaz.

La Fédération des mineurs qui représente 25 000 des 60 000 mineurs péruviens, affirme que l'état d'urgence « viole d'une manière flagrante le droit de grève universellement reconnu et menace la sécurité de l'emploi de tous les travailleurs du secteur ».

URUGUAY

Les comités de solidarité avec le peuple uruguayen (de Suisse, France, Italie, Belgique, RFA, Algérie, Suède), réunis les 10 et 11 avril 1976, ont dans un communiqué appelé « l'opinion publique internationale à dénoncer la dictature et la violation constante des libertés et des droits de l'homme » en Uruguay.

Adresse du comité de Paris : Comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay, 67, rue du Théâtre, 75015 Paris.

Un appel de la sœur de Mustafa Djemilev

Même lorsqu'il était plus jeune, mon frère ne pouvait garder le silence devant les injustices commises contre les Tatars de Crimée, leurs souffrances et leur mort en exil. Il commençait à protester contre toutes les illégalités dont pâtissait sa nation. C'est à cause de cela que les autorités se sont acharnées sur lui. On ne lui permit pas d'étudier à l'institut dont il fut chassé en troisième année. Ensuite, il fut jugé et jeté en prison pendant un an et demi. Depuis 1966, il n'a pas eu une seule journée de tranquillité. (...)

Pendant les courts intervalles où il n'était pas en prison, Mustafa était sans cesse convoqué par le KGB ou la police, menacé, et fut emprisonné pendant des périodes de quinze jours.

Aujourd'hui, sa vie ne tient plus qu'à un fil. Maman et mon frère lui ont rendu visite (...), ils disent que physiquement, il est très faible, mais son moral est très ferme. Il préférerait mourir que rester reclu à perpétuité. (...) Pendant la visite, il s'est évanoui deux fois. (...)

Vasfie Khairova, Moscou le 3 décembre 1975

TVERDOKHLEBOV CONDAMNE !

Le dissident Tverdokhlebov a été condamné hier, à la suite d'un procès à huis-clos, à cinq ans de relégation pour avoir « diffusé des calomnies antisoviétiques ». C'est comme cela qu'on appelle là-bas la lutte d'un militant infatigable pour les droits démocratiques, dont la voix courageuse avait été l'une des seules à crier l'innocence de Pliouchtch et de tant d'autres qui se sont tus. Cette voix dissonnante aux chastes oreilles des bureaucrates, on veut l'éteindre dans l'exil. Mais on n'enferme pas la liberté et c'est bientôt le chœur profond du prolétariat russe qui se lèvera pour détrôner les usurpateurs du communisme.

Tverdokhlebov ne subira en fait que deux ans de relégation car il a déjà passé un an en prison, avant son procès et chaque jour de prison équivaut à trois jours de relégation. Odiuse arithmétique des usuriers de la liberté.



VOYAGE EN CHINE /4

L'EDUCATION EN CHINE

« Si l'opinion des élèves est juste alors ils sont les maîtres de l'école »

« Les jeunes sont les successeurs de la lutte révolutionnaire. Mais la bourgeoisie, toujours présente en période de dictature du prolétariat, essaie aussi de les gagner à sa cause. C'est pourquoi l'école est un terrain fondamental de la lutte de classes... »

(la responsable du C.R. d'une école primaire à Nankin)

« Si l'opinion des élèves est juste alors ils sont les maîtres de l'école »

L'éducation est sortie du domaine familial pour s'insérer totalement dans le domaine social. Lors de notre visite du jardin d'enfants de la paix de Tientsin, le président du comité révolutionnaire nous explique : « Avant la libération, la plupart des jardins d'enfants étaient privés et les frais d'admission élevés. Aujourd'hui, nous recevons les enfants du peuple : cela libère les femmes qui peuvent ainsi jouer un rôle dans l'édification socialiste. »

Dans cette optique, l'on incite les enfants à se prendre eux-mêmes en charge, sans discrimination de sexe (laver ses vêtements, recoudre ses boutons...)

Très tôt, la ligne du parti est diffusée à l'école. « Nous formons les élèves, dès leur enfance à aimer le président Mao, le parti communiste chinois, la patrie socialiste et les travailleurs du monde entier, pour qu'ils puissent distinguer les deux superpuissances... » nous dit une institutrice du jardin d'enfants de Tientsin. Ces chansons entendues dans une crèche de Shanghai vont dans le même sens : « Lin Piao et Confucius sont deux coquins. Lin Piao a le complot dans le ventre, tous deux ont de belles paroles et veulent restaurer l'ancienne société ». Ou encore : « Les enfants de Chine se tournent vers le parti » (enfants de cinq ans)

Apprendre à aimer le travail manuel

Les enfants doivent aussi « apprendre à aimer le travail manuel ». Ainsi dans une crèche de Shanghai ils participent à la production d'ampoules électriques en liaison avec l'usine ménagère de quartier. Ce lien constant avec la production, nous l'avons retrouvé dans l'ensemble du système éducatif chinois. A Nankin, une enseignante nous cite Mao : « L'école doit former sur le plan moral, intellectuel et physique afin de développer chez les futurs travailleurs une conscience socialiste ». Dans les établissements primaires et secondaires, outre les ateliers de production et les champs qui leur sont rattachés, les élèves se rendent à la campagne et à l'usine « pour s'éduquer auprès des paysans et des ouvriers ».

A l'école « Etoile Rouge » de Shanghai, les enseignants et les élèves insistent sur l'importance de cette

méthode : « Elle permet de réduire la différence entre travail manuel et travail intellectuel, entre théorie et pratique ».

« Nous appliquons la méthode de suggestion dans les différents cours. Ainsi la classe de maths, pour apprendre la forme géométrique, nous allons à la campagne pour la visiter, nous voyons une auge de porcs qui a la forme d'un trapèze, nous mesurons sa longueur et sa largeur. Lorsqu'on enseigne la superficie, nous mesurons le potager et le terrain de sports. »

L'école chinoise est un lieu privilégié pour l'apprentissage de la vie en collectivité : l'accent mis sur le travail en commun, l'entraide, l'auto-discipline permet de déboucher sur une pédagogie nouvelle (examen à livres ouverts, non redoublement...)

A l'école « Etoile Rouge » de Shanghai, les enseignants et les élèves insistent sur l'importance de cette méthode : « Elle permet de réduire la différence entre travail manuel et travail intellectuel, entre théorie et pratique ».

La lutte contre le « savoir bourgeois »

« Si l'opinion des élèves est juste alors, ils sont les maîtres de l'école » nous affirme un responsable. Ainsi la relation enseignant/enseigné a été profondément modifiée : à Nankin, lors d'une activité physique à caractère politique (simulation de la Longue Marche), deux élèves dénoncèrent publiquement les enseignants qui, au lieu d'y participer « préféreraient rester près du feu ».

Ces résultats, pour être appréciés, doivent être comparés à ceux obtenus par l'ancienne école chinoise, notamment à l'université ; un étudiant nous explique : « L'ancien système d'enseignement, basé sur les conceptions soviétiques, recrutait à partir des couches supérieures de la société et reproduisait en son sein des aristocrates intellectuels ». Les débuts de la Révolution culturelle à l'université, appuyés par Mao, voient l'apparition des premiers Gardes rouges, « mouvement autonome des masses » qui, rudoyant les professeurs, boycottant les examens, abandonnant les manuels scolaires « bourgeois », s'attaquent à l'école entière et remettent en cause la notion de « savoir », sa nature, ses liens avec la fraction au pouvoir. Malgré la reprise en main opérée par la fraction maoïste du Parti, certains

L'instauration du socialisme en Chine a permis la réalisation d'incontestables progrès sur le « front de l'enseignement ». Qu'on en juge : la disparition de l'analphabétisme, la gratuité totale de l'école, la généralisation de l'instruction obligatoire jusqu'à la fin de l'école secondaire, enfin la priorité absolue donnée aux enfants des milieux populaires pour l'accès à l'université témoignent des efforts consentis par ce pays encore pauvre.

acquis de la Révolution culturelle demeurent toujours : fin des cours magistraux, critique des professeurs « bourgeois ».

Leur œuvre de destruction du « savoir bourgeois » s'accompagne d'une tentative maladroite, de construction d'un « enseignement révolutionnaire » au sein duquel les influences populaires et ouvrières peuvent transparaître.

D'une part, la volonté d'en finir avec un enseignement élitiste apparaît à travers le nouveau mode de recrutement. Un étudiant de Pékin, nous explique : « Après deux ans passés dans la production, avec l'accord de nos camarades et du Parti, nous pouvons entrer à l'université. Selon les directives du président Mao, nous sommes choisis dans la masse des paysans-ouvriers-soldats ».

Un parti omniprésent

En ce qui concerne la gestion des écoles et des universités, les étudiants chinois et à travers eux l'ensemble des travailleurs ne sont pas les véritables maîtres des décisions prises à l'intérieur de l'Université. Témoin cette réponse d'un enseignant d'une école primaire : « le parti dirige tout. Concrètement, il assure la direction. Le groupe du Parti décide de tout dans l'école ». On pourrait multiplier les exemples. Ainsi, se dégagent les objectifs fixés à la révolution dans l'enseignement : la liaison de l'enseignement avec la production, les recherches sur les nouvelles formes de pédagogie et sur le développement chez les élèves d'une « conscience socialiste » ont surtout pour but de contrecarrer l'influence des professeurs « bourgeois » liés aux éléments droitiers encore au pouvoir. Mais les limites du débat sont aujourd'hui solidement fixées afin d'éviter d'éventuels débordements. En effet, le Parti impose aux enfants et étudiants chinois l'image d'une société socialiste déformée où il se présente comme le seul garant de la démocratie socialiste et seul juge de la destinée de chacun. Témoin cet étudiant de l'université de Tsing-Hua de Pékin qui, malgré ses goûts pour la mécanique, dut choisir la section de français « pour satisfaire les besoins du Parti ».

Demain : les rapports Parti-masse. « La mort de Chou En Lai ne pose pas de problème, la relève est assurée par Teng Hsiao-ping » (Janvier 76)



Ecolier de Pékin partant s'éduquer en travail manuel

Comment Yukong déplaça les montagnes



Débat à l'usine de générateurs

12 heures de projection... Une somme.

Joris Ivens et Marceline Løridan ont fait le maximum pour restituer, à leur manière, la réalité chinoise. Jamais auparavant, c'est vrai, on n'avait pu disposer d'autant d'éléments visuels sur la Chine au quotidien. Qu'ils soient visuels n'est pas indifférent. Quel que soit en effet le discours, le commentaire qui les accompagnent, la réalité, sinon le naturel, du geste, du regard, du vécu s'impose.

Derrière l'évidente sérénité des travailleurs chinois, malgré des relations sociales décriées qui n'ont plus grand-chose à voir avec les rapports conflictuels que l'on connaît ici, la pesanteur du discours idéologique, plaqué sur la « pensée du président Mao » efface vite les premières impressions favorables, et, du coup, infirme la spontanéité des témoignages.

Les ouvriers et paysans chinois travaillent beaucoup, mais comment émerger, en 27 ans, d'une société féodale ? Le travail, même dur, n'est pas choquant en soi. L'est beaucoup plus par contre cette espèce de culte de la souffrance que propagent les dirigeants et les cadres haut-placés : « Soyons dignes des sacrifices des vétérans du parti... » « Ne craignons ni les épreuves ni la mort... » et autres slogans jalonnent le parcours des ouvriers et ouvrières (ils sont plus de mille pour chaque usine) qui, chaque année, font plus de cent kilomètres à pied pour aller se recycler dans les travaux des champs.

Il ne s'agit pas de s'élever contre cette tentative de supprimer les différences ville-campagne, travail manuel-travail intellectuel, qui est une question-clé pour la construction du socialisme. Mais pourquoi cette entreprise se double-t-elle d'un culte du héros, dignes des plus belles heures du réalisme socialiste stalinien ? Et chaque « héros du socialisme » de venir nous expliquer (numéro bien rôdé) combien il est difficile d'être digne du président Mao ; combien il eût été criminel de suivre « la ligne des escrocs du gendre Liu Shao-chi » ; comment il faut savoir distinguer entre la ligne juste du parti et la ligne « erronée » c'est à dire celle des dirigeants éliminés. C'est consternant.

Le procès public fait à un gamin pour un coup de pied dans un ballon n'est pas plus réjouissant malgré l'alibi de la recherche d'une bonne entente entre professeurs et élèves.

Ne parlons pas de la répétition à l'Opéra de Pékin qui offre, une fois de plus, l'illustration de ce que peut-être l'« art prolétarien » au service du parti.

Nier cependant les aspects positifs de la révolution serait de l'aveuglement. De l'esclavage ouvrier des années 20 aux réunions d'étude (en usine) des œuvres d'Engels - même si les débats sont simplistes - il y a le temps d'une révolution radicale, d'un bouleversement des rapports sociaux, mais qui, malheureusement, sont fondamentalement marqués par les tares d'un régime de type stalinien.

La lourdeur de la bureaucratie, le langage stéréotypé, la « ligne du parti en art », le culte du héros et de la souffrance ne sont pas les valeurs pour lesquelles nous luttons.

Et je ne crois pas qu'en Chine elles soient plus bénéfiques qu'ailleurs.

Marie

ITALIE

LA VALSE HESITATION DE LA DEMOCRATIE CHRETIENNE

Le désarroi de la direction politique bourgeoise italienne semble à son comble. Après avoir élu mercredi l'anticommuniste Fanfani à la présidence de son Conseil national, la direction de la DC rend publique jeudi soir une proposition d'accord à tous les partis politiques, communistes compris.

Cet accord devrait se faire sur un programme économique d'urgence et sur la conclusion, au Parlement, du débat sur l'avortement. Un tel

accord ne devrait pas entraîner la participation des communistes au gouvernement.

Il s'agit en fait de la même proposition que celle faite par le dirigeant républicain Ugo La Malfa il y a un mois. Il y avait renoncé face au désaccord des partis consultés. Quant au débat sur l'avortement, il avait été brusquement interrompu quand la DC avait voté avec les fascistes un amendement restrictif la semaine dernière.

On voit donc mal ce qu'espère la direction bourgeoise, sinon gagner du temps pour tenter de trouver un accord entre ses différentes tendances sur la meilleure façon d'aller aux élections. En effet, alors que des rumeurs couraient dans l'après-midi sur cette nouvelle proposition de la DC, la direction socialiste faisait savoir qu'elle attendait sa formulation concrète pour répondre « non ». La réponse du PCI devrait aller dans le même sens.

ESPAGNE

LE GOUVERNEMENT VOUDRAIT ROMPRE SON ISOLEMENT

- Un projet de référendum constitutionnel serait en préparation
- Ouverture à Madrid du 30^e congrès « toléré » de l'UGT

La fête basque de l'Aberri Eguna (fête de la patrie), la première depuis la mort de Franco, avait été convoquée cette année en Navarre, à Pampelune. On pouvait y attendre la participation de dizaines de milliers de personnes, l'une des plus importantes manifestations contre la dictature et pour l'amnistie. Mais, devant la campagne d'opinion orchestrée par le gouvernement après l'exécution d'Angel Berazadi, le Parti nationaliste

basque (PNV) et le gouvernement basque en exil ont annulé leur appel. Les organisations d'extrême-gauche en revanche l'ont maintenu. Mais fortes de la capitulation des nationalistes bourgeois, les autorités administratives de Navarre ont annoncé hier leur intention d'empêcher toute démonstration publique. Pourtant, dès samedi, des milliers de basques convergeront vers Pampelune. Nous reviendrons demain sur le sens de cet Aberri Eguna.

Après le tournant politique qu'ont représenté ces dernières semaines le massacre de Vittoria et le regroupement de l'opposition au sein de la *Coordinación democrática*, le gouvernement espagnol cherche une porte de sortie. Le Premier ministre Arias Navarro doit prononcer avant le 1er Mai un discours où il annoncerait la perspective d'un référendum qui poserait deux questions : la première sur un projet de réforme des lois de succession, la seconde sur un projet de réforme constitutionnelle supprimant les Cortes et le Conseil national. Les institutions supprimées seraient remplacées par une assemblée élue au suffrage universel d'une part et une « Chambre haute » dont le statut ne paraît pas encore défini. Il faut noter que ce projet n'envisage pas la disparition du Conseil du royaume qui est considéré, à l'heure actuelle, avec les Cortes et le Conseil national, comme l'une des trois « redoutes » du bunker franquiste.

Avant d'être soumis au suffrage universel, le projet de référendum doit cependant être approuvé par les Cortes. En cas de refus, une procédure plus longue permet au gouvernement de passer outre. Le ministre des Affaires étrangères Areilza a d'autre part précisé à l'occasion de son voyage à Rome que la consultation référendaire pourrait avoir lieu avant la fin de l'année ; cette échéance conforme à l'optimisme professionnel d'un diplomate reste cependant bien incertaine.

Parallèlement à ces manœuvres institutionnelles, le gouvernement s'efforce de rompre son isolement poli-

tique. Le ministre de l'Intérieur Fraga a reçu mardi soir plusieurs dirigeants socialistes (du secteur dit « historique » dirigé par R. Llopès) à dîner, dont M. José Murillo, secrétaire du Parti, qui concluait de ce repas que Fraga « ne ferait pas obstacle au développement du Parti socialiste ». En effet, le gouvernement n'a pas renoncé à sa perspective de dissocier le PS du PC en légalisant le premier sans le second. Areilza a encore répété à Rome que seraient écartés de la consultation électorale les « groupes qui se réclament d'une philosophie totalitaire ou qui utilisent la violence comme moyen politique ».

Dans le même sens, le gouvernement tolère la tenue pour la première fois depuis 44 ans à Madrid, du congrès du syndicat UGT. Le dernier congrès public remonte à 1932. Au 30^e congrès qui s'est ouvert jeudi, assistent 500 délégués et des représentants du mouvement syndical de quinze pays, dont Bergeron. Cette tolérance manifeste la volonté gouvernementale d'offrir des possibilités légales à l'UGT pour qu'elle puisse se développer parallèlement au syndicat officiel discrédité et gagner une représentativité semi-légale au détriment des commissions ouvrières animées par le Parti communiste et l'extrême-gauche. Les dirigeants de l'UGT jouent le jeu, conscients qu'ils ont là une occasion à saisir, de pousser quelques racines dans la classe ouvrière et de rétablir partiellement un rapport de force par trop défavorable, au cas où le PC pourrait apparaître un jour publiquement. On peut dire que sur la question syndicale, la bourgeoisie

espagnole a donc tiré à sa façon les leçons du Portugal : elle fait la courte échelle à la social-démocratie pour éviter d'être confrontée à un syndicat unifié sous hégémonie du PC.

Le congrès de l'UGT devra cependant aborder le délicat problème des rapports entre le syndicat et le Parti socialiste : indépendance ou liaison organique ? La direction du PSOE semble être favorable à une liaison organique, comparable à ce qui existe en Grande-Bretagne ou en Allemagne Fédérale, car elle voit dans le syndicat son principal instrument de pénétration dans la classe ouvrière. La gauche du parti dont le porte parole est Francisco Butela prône la complète autonomie du syndicat. Ce débat est guidé par les arrières pensées et les tactiques d'alliances politiques davantage que par le souci de défendre réellement et unitairement les intérêts des travailleurs, n'en pose pas moins la question des modalités et des rythmes de construction d'un syndicat de classe indépendant de l'appareil d'Etat.

Au projet gouvernemental d'un congrès fantôme du syndicat vertical CNS (dont la date reste dans le vague), nos camarades de la LCR-ETA VI ont opposé la perspective d'un congrès syndical constituant, rassemblant dans l'unité l'UGT, la CNT, l'USO (syndicat chrétien proche de la CFDT), les commissions ouvrières et les délégués des assemblées ou organismes de lutte dans les entreprises. Cette perspective répond aussi bien aux questions posées par la tenue de congrès « toléré », au sens où l'on parlait jadis de maison de tolérance, de l'UGT.

D.B.

Communiqué

CONTRE LA REPRESSION EN ALLEMAGNE

Le Comité de soutien aux prisonniers de la Fraction armée rouge organise durant le week-end de Pâques des actions pour dénoncer la répression en Allemagne fédérale. Il explique ainsi son action :

« A Pâques, les 16, 17, 18 et 19 avril en particulier, de nombreux touristes allemands visiteront Paris. A l'heure actuelle, une certaine presse met l'accent sur la répression en RFA. Il est vrai que l'impérialisme américain essaie de faire de ce pays le gendarme de l'Europe et que des lois sans précédent y ont été votées qui n'ont rien à envier à l'Espagne (lois limitant les libertés individuelles). Mais

l'essentiel en RFA se trouve dans l'existence d'une résistance organisée, même parmi les prisonniers des mouvements révolutionnaires qui, soumis à des conditions de détention destinées à les briser, n'en continuent pas moins à lutter avec les armes qui leur restent : la grève de la faim et l'action collective.

Nous nous proposons pour les jours de Pâques d'informer les touristes présents à Paris de cette lutte et des raisons de cette répression particulièrement dure. Ce que nous voulons dire c'est d'abord ce qu'est la lutte de la Fraction armée rouge, une lutte révolutionnaire se situant dans le

cadre de la lutte mondiale contre l'impérialisme. Pour cela, nous nous proposons de mener une action de grande envergure, faisant appel à plusieurs moyens d'information et en demandant le soutien du plus grand nombre de personnes.

REUNION LE VENDREDI 16 AVRIL A 15 HEURES

JUSSIEU AMPHI 124 A
Projection du film « De qui dépend ? » sur le procès Baader-Meinhoff.

Comité de soutien aux prisonniers de la RFA
c/o Les Temps Modernes — 26 rue de Condé. Permanence les mardi et vendredi 17 h 30/19 h 30.

TRIBUNE Internationale

L'EXTREME-GAUCHE ITALIENNE ET LA CRISE POLITIQUE

Dans cette série de tribunes internationales, nous donnons la parole à différents groupes révolutionnaires italiens. Aujourd'hui, nos camarades de Gruppi comunisti rivoluzionari (section italienne de la IV^{ème} Internationale) présentent leur analyse de la crise politique actuelle.

Les élections anticipées de juin représentent le débouché institutionnel d'une crise encore plus profonde que celle de 1969, dans laquelle, pour la première fois depuis 30 ans, se sont combinées dans la même phase une crise sociale, une crise politique et une crise économique. C'est la débouché d'une situation où, d'une part la classe dominante a dû faire face parallèlement à l'échec du centre-gauche et l'impossibilité d'une situation de rechange, et d'autre part, elle continue à rejeter le compromis avec le PCI, même sous la forme d'un programme limité pour l'activité parlementaire des mois à venir.

La bataille désormais pratiquement ouverte sera la plus importante depuis 1946. Elle marquera probablement des déplacements importants à gauche par rapport aux dernières élections législatives de 1972. Les classes et les couches sociales, les organisations politiques et les organisations économiques se différencient et s'affrontent sur des problèmes décisifs (profit et salaires, distribution du revenu, niveau de l'emploi, autorité sur les lieux de travail, etc). La campagne électorale contribue à centraliser politiquement cet affrontement. La question qui se pose toujours plus directement et concrètement est : maintiendra-t-on le vieux bloc hégémonique, plus ou moins « rénové » ou faut-il imposer une solution alternative ?

Les partis ouvriers réformistes ne veulent pas donner la réponse que la classe ouvrière et des couches toujours plus larges de travailleurs et d'exploités attendent. Le PSI a parlé, à son congrès, d'une « alternative socialiste » qu'il a cependant reléguée à un futur indéfini, n'excluant pas en fait, à brève échéance une nouvelle collaboration avec la DC (à condition que la PCI y soit également impliqué), le PCI fait des efforts qui frôlent le ridicule pour éviter, par des articles et des discours modérés et raisonnables, une polarisation qui est déjà inscrite dans la réalité. Il maintient plus que jamais la perspective stratégique du compromis historique, c'est-à-dire d'un réformisme rationnel afin de réaliser une collaboration avec la bourgeoisie dans le cadre du système et de la « Constitution républicaine ».

Si, comme il est probable, la crise se maintient et la bourgeoisie ne réussit pas à imposer une stabilisation, le schéma des partis réformistes risque fort de voler en éclats ; et les résultats électoraux eux-mêmes pourront y contribuer. Il volera en éclats car il est possible que la PCI et le PSI devront assumer seuls la responsabilité gouvernementale ou, de toutes façons, avec un rapport de forces largement en leur faveur. Dans une telle éventualité ils se trouveront face au dilemme suivant : rester enfermés dans leur schéma de « nouvelle phase de la révolution démocratique anti-fasciste » et de collaboration avec le principal parti de la bourgeoisie, - et, dans ce cas, entrer en conflit avec les besoins et les aspirations des masses - ou bien mettre en avant un programme de réformes d'ensemble, commençant à frapper les intérêts des classes dominantes. Dans ce deuxième cas, la polarisation sociale s'accroîtra inévitablement et, en dernière analyse, se posera non plus le problème du gouvernement, mais celui du pouvoir, de la destruction de l'appareil de la bourgeoisie et de l'instauration d'un Etat ouvrier. Les marxistes-révolutionnaires considèrent nécessaire que les avant-gardes qui se sont formées depuis 1968 et ont joué un rôle important dans les grandes luttes de ces années soient présentes sur le plan électoral également. C'est pourquoi les Gruppi Comunisti Rivoluzionari, section italienne de la IV^{ème} Internationale, ont relancé, dans des circonstances plus favorables, leur proposition de listes unitaires de toutes les organisations d'extrême-gauche, sur la base d'une différenciation sans équivoque face aux réformistes et d'objectifs pour les luttes en cours. Une proposition semblable a été faite par Lotta Continua. Le PDUP, malheureusement, s'est prononcé contre un accord avec Lotta Continua et semble décidé à mettre en avant des listes de « Démocratie prolétarienne », c'est-à-dire de bloc entre le PDUP et Avanguardia Operaia. A.O, bien que très prudemment, suit la même voie. Les marxistes révolutionnaires n'ont pas pour autant renoncé à lutter pour une campagne unitaire, contre tout sectarisme et toute discrimination. De toutes façons, ils mèneront la bataille électorale en tenant compte de la nécessité d'une unité d'action et de front unique avec les organisations réformistes elles-mêmes. L'axe de la campagne, en ce qui concerne la perspective gouvernementale, devra être : les partis ouvriers — Parti communiste et Parti socialiste — doivent assumer leurs responsabilités en formant un gouvernement sans la DC ou d'autres partis bourgeois, en s'appuyant sur les syndicats et toutes les organisations de masse ! Une politique unitaire correcte qui tienne compte des rapports de force réels dans la classe ouvrière, qui rejette tout sectarisme et infantilisme, sans aucune concession opportuniste, est la condition sine-qua-non pour que les révolutionnaires puissent exploiter maintenant et dans les échéances à venir les contradictions du réformisme, permettant ainsi un débouché positif de la lutte pour l'hégémonie politique.

Rome le 14 avril.
Livio Maitan.

Roland Agret : 33^e jour de grève de la faim Marie-José Agret : 10^e jour de grève de la faim

L'HONNEUR RETROUVE DE ROLAND AGRET

Un procès bâclé, quelques articles venimeux, ont autrement discrédité Roland. Un peu comme si on avait pris soin de désarmer à l'avance toute protestation possible du côté des organisations démocratiques : Roland n'était-il pas membre du SAC ?

Eh bien non ! Jusqu'à preuve formelle du contraire, il n'y a aucune raison de prêter foi à ce commode ragot. Roland pourtant, c'est l'évidence, était au centre d'un panier de crabes, à partir du moment où il a accepté de travailler au garage de Borrel.

André Borrel « garagiste » et son garde du corps Jean Moreno, dont Roland aurait organisé le double assassinat ? Membres du SAC, Santelli et Ritter, les tueurs à gages qui auraient exécuté, pour quelques millions (venus d'où ?) les consignes de Roland ? Membres du SAC, les frères Samergue, familiers de Borrel, « faisant » dans la prostitution, la drogue et le trafic d'anethol ? Membres du SAC.

Boissonnet, avec qui Roland avait eu une liaison. Thèse inepte. Roland savait parfaitement qu'Odile Boissonnet qui avait confié à Borrel la gérance de son héritage (plusieurs dizaines de millions) était en réalité totalement ruinée.

« Gare à la fille »

De ce fait, il n'a pas été condamné sur la base de preuves tant soit peu vérifiables, mais sur la base d'aveux : ceux du tueur Santelli. Ce Santelli qui, dans la prison où il était détenu en même temps que Roland, lui soumettait (voir document ci-contre) le chantage suivant : « Ou tu donnes deux bâtons (deux millions) à ma femme... ou je te mets dans le bain ». Et gare à la bonne santé de Marie-Josée et de Véronique (la fille de Roland) si tu ne files pas droit.

C'est sur la base de ce genre de « témoignage » que Roland a été



Marie-José Agret pendant sa grève de la faim

condamné ? - vaut bien celle des jurés. Mais, de toute façon, et c'est le plus important : qu'a à voir le Roland d'aujourd'hui avec le Roland d'il y a 5 ans ? N'empêche, il s'est suffisamment battu pour crier son innocence : grèves de la faim, ingestions d'ustensiles, tentatives de suicides, manifestations, pour que nous le prenions au sérieux.

Nous pouvons alors tenter de substituer à la thèse ridicule du meurtre par cupidité une autre thèse autrement plus crédible. Borrel et Moreno, membres du SAC, n'auraient-ils pas été exécutés dans le cadre d'un règlement de compte interne ? Benjelloul, autre truand détenu, a dans des déclarations postérieures au procès apporté à ce sujet quelques « éléments nouveaux ». C'est un responsable connu du SAC de la région de Marseille, Deville, qui aurait « commandé » l'exécution de Borrel. Roland Agret faisait dans le scénario un pigeon idéal, cette affaire, et pour cause, le dépassant complètement.

Rouvrir ce détonnant dossier ? On comprend que Lecanuet hésite. La mort d'un homme, pour un démocrate chrétien de bonne souche, peut très bien être le prix à payer pour couvrir, sur le tard, les basses œuvres des

collègues de la majorité présidentielle. On tient à son maroquin. Ministre de la Justice ou ministre de la raison d'Etat ? La question ne se pose sans doute pas pour un Lecanuet.

Un scandale judiciaire évident

En outre, la révision du procès de Roland Agret mettrait durement l'accent sur les milliers et les milliers de détenus, eux aussi condamnés et incarcérés sans que l'ombre d'une preuve ait été apportée de leur culpabilité. Présomptions, intime conviction... l'autorité de la chose jugée fait le reste.

Avec Roland Agret, ils croyaient pouvoir jouer sur du velours. Il était le parfait « coupable ». Il n'a rien, pour les seuls qui sont en mesure de le défendre, du « héros immaculé d'une cause pure ». Allons-nous jouer aux belles âmes, ou bien, nous faisant apothicaires, peser au gramme près la fragilité de Roland ? Par delà le scandale judiciaire évident qui doit nous mobiliser sans réserve, c'est toute l'épaisseur d'un homme, avec ses contradictions, ses erreurs et sa générosité, qui est en cause. Cet homme là crève. Sa ténacité vaut d'être mise au service d'autres causes. Roland ne demande que ça.

JF.V

COMMUNIQUE DU MAJ

Le MAJ soutient le combat mené par Roland Agret, condamné à 15 ans de réclusion pour un crime dont il s'affirme innocent.

Constata que des éléments nouveaux sont intervenus dans cette affaire, permettant éventuellement d'innocenter Roland Agret ;

Exige que la procédure de révision soit diligentée avec la plus grande célérité, quels que soient les intérêts en cause, et qu'une mise en liberté soit ordonnée.

Considère que l'urgence d'une telle mesure est d'autant plus évidente que Roland Agret, après 5 années de réclusion et plusieurs grèves de la faim, se trouve actuellement dans un état physiologique très grave.

Mouvement d'action judiciaire

DOCUMENT

Roland

Je ne puis dire la vérité. J'ai vu tu veux que je la dise jusqu'au bout de ta courtoisie de faire connaître à ma femme et à toi - Je ne te prends pas à ta gorge, je te laisse jusqu'à la barre. et se à ce moment tu n'as rien fait... Je te remettra dans le bain. Comme ma femme va avoir un enfant, c'est en pensant à lui tu le comprends bien, que je fais ça. Couquid aur que c'est ton intérêt tout de même, alors je crois que tu pourrais descendre un peu de ta hauteur et attendre un peu que quelque un par régler ça. Car l'avant que l'on passe tu amas un an de prison toi.

Tout s'adresse de ma femme Hugette Selaviko 10, Rue de la Poste à Niçois.

Maintenant un bon conseil. Double d'envoyer de me double que par d'impression pour la bonne santé de qui tu air. Brûle ce mot tout de suite. Je reste à la fenêtre si tu es d'accord, que moi simplement OK.

Je te fais confiance.

Tony

(C'est la copie par Santelli quelques jours avant la confrontation, à la Maison d'arrêt)

Alors, « dis moi qui tu fréquentes et... » ce n'est pas nous qui pratiquerons cette logique là. « Certains, explique Roland, voudraient que je sois un authentique mercenaire d'un éminent du SAC... il est flagrant que cette hypothèse est erronée, et pour cause : Borrel m'avait embauché pour que j'assure le recouvrement des créances, certes, mais principalement pour que j'assure la gérance du garage, pour lui permettre de s'absenter. Embauche-t-on un garde du corps pour justement s'absenter toujours sans lui ? »

Pourquoi Agret aurait-il tué Borrel ? Pour l'argent de la maîtresse de celui-ci, Odile

condamné à 15 ans de réclusion. Verdict absurde, qui traduit bien l'ambarras des jurés : ou Roland est coupable ou il ne l'est pas. Pas de moyen terme.

Depuis, Santelli s'est rétracté. Il innocente Agret. Mais ses déclarations sont maintenant considérées comme émanant d'un mythomane !

Règlement de compte ?

Roland est-il innocent ? Ce n'est certes pas à nous d'en trancher, même si en la matière notre intime conviction - quoi d'autre, puisqu'il n'est pas non plus de preuves formelles de l'inno-

notes politiques

MAIN TENDUE ET POINT VERT

● La démission du député de Tours vient d'amener Juquin, membre du Comité central du PCF à faire un tour dans cette ville afin de soutenir le candidat communiste. A une personne qui s'étonnait de ce que le PCF ait choisi pour emblème un point vert et pour candidat un écologiste, Juquin devait répondre que les communistes n'avaient pas le fétichisme, ni du point vert, ni de la faucille et du marteau. « Je reconnais, devait-il préciser, que le symbole de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie ne correspond plus aux réalités de la France d'aujourd'hui, ni au contenu de l'Union du peuple de France ». La dictature du prolétariat, la faucille et le marteau... Une proposition : celle d'enlever le mot de communiste dans le sigle PCF.

CAEN : CONTRE LES FASCISTES

● Dianche dernier, les fascistes distribuèrent un tract à la sortie de la messe. La riposte ne tardait pas à venir : à l'entrée du marché les militants du PSU, de Révolution, de la LCR et de la CFDT prenaient la parole informant la population de la véritable nature des nazillons. Deux tracts ont déjà été sortis sur la ville, protestant contre la présence intolérable des fascistes qui se sont illustrés ces derniers temps en attaquant les locaux de la CFDT et de Révolution. Rendez-vous est donné pour dianche prochain à tous les antifascistes afin de continuer la campagne contre les nazillons.

CORSE : UNE SITUATION QUI EMPIRE

● Dans l'île, les licenciements vont bon train. En début de semaine, avait lieu à Ghisonaccia, une manifestation des employés des Télécoms afin de protester contre les menaces très précises qui pèsent sur 50 d'entre elles. L'automatisation des centraux corses a été imposée par de grandes firmes multinationales comme ITT ou Ericson et Cie dont on retrouve les filiales dans la construction de l'hôtellerie. L'affaire, si elle est payante pour ce type d'entreprises, est ruineuse pour la région. Le licenciement de 50 travailleuses représente pour la région un manque à gagner de 100 millions de francs. Aujourd'hui, les téléphonistes ont l'intention de se battre pour conserver leur travail en Corse. Dans un même temps, le pouvoir vient de refuser la demande de mise en liberté d'Edmond Simeoni. Une fois de plus, licenciements et répression, voilà bien le véritable visage de Giscard et consort en Corse.

Achetez Rouge
tous les jours
dans le même kiosque

DIJON-BOURGOGNE ELECTRONIQUE SEQUESTRATION DE LA DIRECTION

Mercredi, la direction a été retenue toute la nuit par les grévistes colère à la Mairie de Saint Appolinaire où ont lieu les négociations. On ne les a pas vus pendant douze jours, on les a, on les garde en attendant qu'ils négocient » explique un gréviste. Pendant ce temps, au coude à coude, militants de gauche et d'extrême-gauche occupent la boîte aux côtés des grévistes.

Après cinq semaines : un espoir

Depuis dimanche soir les négociations avaient repris à la mairie de Saint-Appolinaire. Le patronat de la Thomson, que la grève gêne de plus en plus, avait cédé lundi sur plusieurs points importants. Tout d'abord les salaires : un calendrier avait été établi : au total c'était une augmentation effective de 261 Frs pour décembre 76 qui était garantie aux OS qui forment la très grande majorité des 1 800 travailleurs de BE. Côté conditions de travail ? Un calendrier de paiement des 40 heures était établi, les principes de la formation de la cinquième équipe pour les trois-huit admis et enfin

divers avantages sur les classifications. Aux AG de début de semaine, les travailleurs, conscients de leur force, enregistraient ce premier recul de la direction. Une nouvelle provocation patronale.

Mercredi à 14 heures, alors que s'ouvraient une nouvelle séance de négociations où devaient être discutées les conditions d'une éventuelle reprise, c'était le coup de théâtre : Malod, chef du personnel posait ses conditions : « la boîte doit être évacuée à 17 heures, le 15 mars, premier jour de la lutte sera le seul jour de grève payé » et les patrons d'affirmer leur intransigeance : « vous avez une heure pour nous donner une réponse ». C'était plus que ne pouvaient en supporter les travailleurs au 31ème jour de la lutte. Aussitôt, de la boîte arrivaient les premières voitures qui bloquaient les accès à la Mairie de Sainte-Appolinaire. Toute la nuit une unité sans faille.

Dans la cour de la Mairie de Sainte-Appolinaire, les discussions sont allées bon train toute la nuit. Des groupes se formaient ici et là. Vers 21 heures, un groupe

d'étudiants arrive, caméra au poing, et tourne quelques séquences destinées à informer les étudiants. Les discussions s'engagent tout de suite. Plus loin, c'est autour de la voiture des conseillers généraux socialistes, récemment élus que l'on débat de l'attitude de la direction, sont évoquées alors l'intransigeance et l'arrogance de ce patronat qui s'est permis de faire distribuer un torchon anti-syndical, qui a tenté de faire intervenir les SAC contre les travailleurs. Une constatation fait l'unanimité : « Nous avons su à chaque fois déjouer les manœuvres de la direction ». A une heure du matin, arrivent tous ceux qui étaient au gala de soutien. « Plusieurs milliers de francs ont été récoltés, mais ce n'est pas le plus important, il y avait une délégation de copines de Grenoble où existe une boîte de la Thomson-CSF qui nous ont assuré de leur solidarité ». La décision est prise de renforcer la défense de la boîte et dans l'unité, sans exclusives, c'est de nouveau comme il y a dix jours, l'ensemble du mouvement ouvrier local qui est aux côtés de ceux de Bourgogne-Électronique.



Manif à Dijon (Adja)

Un peu plus tard le secrétaire de l'UD CFDT parle des autres luttes dans la région et en particulier du Creusot où la journée a été chaude. L'UD CGT est elle aussi présente. La bonne humeur est partout de mise. C'est ainsi, sans moments creux, que tous, on attend le petit matin.

J.L.E.

Soutien financier
Caisse de Dijon, CCP 3 800 33 T,
compte N° 01 04 000 5001.

RHONE-POULENC TEXTILE : VERS L'EPREUVE DE FORCE

- ◆ La direction veut ses huit fermetures d'usine
- ◆ L'intersyndicale consulte les travailleurs pour une action de 24 heures reconductible.

La direction de Rhône-Poulenc considère sa branche textile française comme peu rentable. Pas assez rentable pour elle en tout cas, car elle fait malgré tout des bénéfices, contrairement à ce qu'elle veut bien dire : en 1975, 229 Millions de francs. Seulement le distingué Monsieur Renaud Gillet préfère céder des brevets aux entreprises américaines (comme

celui du Bidim vendu à la Mosanto) ou vendre des usines clefs en main, un peu partout dans le monde, que de garantir l'emploi aux salariés des 18 entreprises Rhône-Poulenc-Textile. Que voulez-vous, ce sont les lois du profit : lois dont l'absurdité saute aux yeux lorsqu'on sait que l'usine de Péage-du-Roussillon, menacée de fermeture ne produit délibérément que

40 % des besoins français en acétate alors qu'elle pourrait entièrement les couvrir.

Cette implacable recherche du profit passe par une politique de licenciements massifs : en 1971, 5 000 emplois étaient supprimés. Aujourd'hui 3 000 doivent l'être d'ici la fin 1976 et 6 000 en sont menacés avant la fin 1977 et 8 usines doivent être fermées. En premier lieu, l'usine de Péage-du-Roussillon, où 2 000 personnes, en comptant les familles des travailleurs peuvent être contraintes de quitter la ville, sur une population de 20 000 habitants.

L'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC) a décidé de procéder à des consultations de l'ensemble du personnel sur une proposition d'action de 24 heures reconductible dans l'ensemble de la branche textile. Comme le dit la CFDT de l'usine de Péage : « Si dans les jours qui viennent l'ensemble des usines Rhône Poulenc Textile engage une grève générale reconduc-

tible, Mollard et Gillet, PDG aujourd'hui silencieux, seront placés dans l'obligation de négocier rapidement ».

Hier, l'intersyndicale a rencontré la direction au siège social : celle-ci a choisi la voie de l'intransigeance. Elle confirme la fermeture des 8 usines, sans donner de termes précis. Elle confirme les licenciements proches à Gauthy (Aisne) et à Péage-du-Roussillon, elle confirme le travail à mi-temps, le chômage, la réduction à 38 h payées 38, etc. Mais comme dans le camp ouvrier, on ne l'entend pas de cette oreille, on s'engage donc dans une épreuve de force et ce très rapidement puisque la première bataille aura lieu avant le mois de juillet autour de Péage-du-Roussillon.

La consultation du personnel va continuer et une nouvelle réunion de l'intersyndicale aura lieu. Notons que ceux de l'usine de la Voulté se sont déjà prononcés majoritairement pour la grève de 24 h reconductible.

J.C.

vie syndicale

Lettre d'un camarade espagnol

Camarades,

C'est avec surprise que j'ai lu dans Rouge du 29 mars un article relatant la rencontre d'une délégation CFDT en Espagne au début du mois de février avec l'USO (Union Sindical Obrera), syndicat clandestin créé à l'initiative des jeunes ouvrières catholiques dans les années 60.

Vous semblez en effet donner de cette rencontre une appréciation positive, allant dans le sens d'une meilleure coordination des luttes à l'échelle internationale. Or c'est loin d'être le cas.

Il faut savoir que la grande question aujourd'hui en Espagne est celle de l'unité syndicale. Il y a un débat fondamental dans le mouvement ouvrier espagnol, autour de la construction d'un syndicat ouvrier unique, indépendant et démocratique. Cette perspective qui répond au très fort sentiment unitaire qui existe dans l'avant-garde ouvrière, est soutenue par l'ensemble des commissions ouvrières. Aussi bien par leur tendance réformiste (animée par le PC espagnol) que par la tendance révolutionnaire (l'essentiel des groupes d'extrême-gauche y sont favorables : ORT, BR, LCR-ETA VI, LC, MC, PTE). Contre cette perspective unitaire, il y a d'une part la CNT, qui se prononce publiquement pour la construction d'un syndicat séparé. Il y a aussi l'UGT et l'USO, liées aux courants socialistes (le PSOE, et la FPS) qui travaillent en sous-main à mettre sur pied des

structures séparées.

Tout cela est important à connaître pour comprendre le sens de cette visite : la commission de syndicalistes CFDT, composée entre autres par Jacques Chêrèque, secrétaire de la Fédé Métallurgie, René Salanne, responsable du secteur international, et Pierre Evain a rendu visite exclusivement aux dirigeants et militants de l'USO et à aucune autre organisation ouvrière. Aux yeux des travailleurs espagnols, cela ne pouvait être interprété que comme un appui de la CFDT française à l'USO contre les autres organismes unitaires de masse que sont les commissions ouvrières. D'ailleurs l'USO a fait un écho très important dans sa presse à cette visite en lui donnant ce sens-là.

Je crois que Rouge a fait une erreur de présenter cette rencontre comme un fait positif. A l'heure où le renversement de la dictature est à l'ordre du jour, et où la revendication d'un syndicat ouvrier rassemblant l'ensemble des courants du mouvement ouvrier est une perspective décisive, cela tombe mal.

Salutations révolutionnaires.

Un militant de la LCR ETA VI, travailleur des banques à Barcelone.

● Syndicalisme-Hebdo spécial est paru : au sommaire les textes préparatoires au 37ème congrès ; le projet de résolution générale et le projet de résolution sur l'action ainsi que les candidatures au Bureau national.

Pum Cisa Reims

PSYCHOSE DE LA PEUR

A Reims, Citroën n'est plus seul. Citroën a fait des petits... C'est le sieur Durville, chef du personnel à Citroën, contraint de quitter cette boîte en 1968 après sa séquestration par les travailleurs en grève, qui est allé à la PUM mettre de nouveau en pratique ses méthodes policières pour réprimer toute mobilisation des travailleurs.

Une nouvelle fois deux délégués syndicaux CGT ont été licenciés après un procès monté de toutes pièces. Pour interdire l'expression syndicale à la LA Pum, la direction a mis au point une tactique simple ; licencier successivement tous les délégués combattifs. Dans le même temps elle appuie ouvertement et utilise des syndicats jaunes tels que FO, la CGC, la CGSI et la CFTC.

Le processus est maintenant bien réglé. Un chef d'atelier en présence de quelques personnes, provoque un délégué, se fait insulter au cours de la discussion. Après quoi il suffit de faire rédiger et signer les témoignages. Pour rendre plus consistant le dossier, on rédige de fausses déclarations, quitte à faire signer quelques ouvriers sous

la contrainte à l'aide d'un chantage bien connu : « si tu tiens à ta place, tu devrais signer ça ». Quand des travailleurs ne savent ni lire ni écrire, on fait venir un huissier qui rendra plus officiel le faux témoignage. Et l'ouvrier immigré, devant un tel stratagème, est bien contraint de répondre oui.

Et tout cela, jour après jour, est accumulé dans des dossiers qui seront sortis le moment favorable. Actuellement, deux camarades délégués CGT sont licenciés. Demain, d'autres suivront. Car la mécanique est bien rodée, les chefs ont déjà désignés les suivants. L'un des ouvriers licenciés a entamé une grève de la faim pour que l'affaire de la Pum éclate au grand jour. Le problème des libertés syndicales est en jeu.

La riposte et le soutien doivent s'intensifier. L'ouvrier gréviste de la faim qui voulait s'installer à la Mairie en a été chassé par la police. Face à ce climat de terreur il faut une riposte massive. La manifestation du premier Mai pourrait en être une occasion.

Correspondant Reims

en lutte

● Cycles Peugeot-Beaulieu. Le comité d'établissement a refusé les licenciements par neuf voix contre une. La direction refuse de donner du travail aux délégués menacés de licenciement tant que l'inspection du travail ne s'est pas prononcée. Les 35 travailleurs qui avaient été mis à pied sont l'objet de brimades diverses : changement de postes, changement de tournée. Mais la combativité n'est pas entamée : mardi des débrayages se sont produits et une manifestation s'est tenue de Beaulieu à Valentigney avec station devant la mairie de Valentigney, qui avait accepté de laisser séjourner les gardes mobiles sur son territoire pendant la dernière grève.

Correspondant Beaulieu.

● SNCF-Dole. Menace de sanction contre une quinzaine de cheminots à la suite de la grève dumois de mars. La direction de la SNCF a retenu trois motifs de sanction, vols de pétards, dégradation de matériel, dégradation de signaux, à la suite des actions du mois de mars dernier ; six autres cheminots sont également menacés pour avoir arrêté un train de luxe le 16 mars. Pour la direction, il s'agit de frapper un centre particulièrement combatif. L'intersyndicale CGT, CFDT à laquelle la FGAAC a apporté son soutien, a décidé de ne pas admettre les sanctions et de déposer un préavis de grève pour le pont du premier mai, en demandant le soutien des syndicats de Dijon.

Correspondant Dole.

DU COTE DES CHOMEURS

● Rouen : a nouveau la police contre les chômeurs.

Alors qu'ils distribuaient des tracts lundi à la porte de l'agence nationale pour l'emploi, les militants du comité de chômeurs CGT ont été pris à partie par les flics. Déjà, la police était là, la semaine dernière, lorsque le comité de chômeurs s'est rendu en délégation au siège de la compagnie des tramways de Rouen pour porter une pétition exigeant les transports gratuits pour les chômeurs. Les brutalités policières font ainsi pièce aux silences de Lecanuet, président de la Compagnie des Transport. Lecanuet préfère faire déplacer des cars de police plutôt que de payer les multiples déplacements de chômeurs en quête d'un emploi.

Correspondant.

● L'action du comité CFDT de chômeurs Paris Centre (1er, 2ème, 3ème, 4ème arrondissement) a obtenu un premier résultat : après la protestation contre l'engorgement des files de pointage et les attentes interminables que cela provoquait un pointage supplémentaire a été obtenu l'après-midi, ce qui réduit le temps passé à attendre. Mais cela ne résoud pas le problème du manque d'effectifs. En collaboration avec la section syndicale CFDT de l'Agence locale, le comité prépare de nouvelles actions sur le problème des retards de dossiers, de la multiplicité des démarches nécessaires pour s'inscrire, de la complexité des formulaires à remplir.

(Correspondant)

LIP : L'USINE DE PALENTE DANS LA RUE

en lutte

Aujourd'hui même, « l'usine de Palente sera dans la rue ». Une exposition et des stands animés par les Lips seront en effet installés dans le centre de la ville dans la rue piétonnière. Le thème : l'assassinat de Lip. Ce sera là l'aboutissement d'une campagne de popularisation énorme commencée il y a plus d'une semaine. Plus de 20 000 tracts distribués dans tous les lieux d'affluence : gare, marchés. Partout, un très bon accueil.

Aussi, dans la rue piétonnière, les Lips veulent-ils expliquer de manière claire comment fonctionne leur usine, quelles sont ces différentes activités : armement, boîtiers, etc. et couper court ainsi aux bruits que font courir les petits patrons du Haut-Doubs, qui répètent souvent : « C'est tous des faïnésants à Palente ».

Mais aujourd'hui commence aussi une deuxième attente, tout aussi éprouvante pour les nerfs que celle de ces dernières semaines. Après la valse-hésitation de la première semaine, le syndic nommé est venu hier dans l'usine. Il a rencontré les délégués du personnel. Réunion sans surprise où les organisations syndicales ont réaffirmé leur détermination à lutter contre tout licenciement et leur accord sur un projet global de réforme et de relance du plan d'emploi. Nous sommes ouverts à toute proposition concernant le redémarrage global. Et déjà soufflent les bruits les plus divers concernant tel ou tel industriel qui serait



La sortie de l'usine (ADJA)

intéressé : on parle de Spémélip, ainsi que d'une autre société commerciale horlogère. Il ne reste plus donc qu'à attendre le résultat du tribunal et ça peut prendre quelques heures ou quelques jours. Les événements qui avançaient à petits pas depuis deux semaines risquent donc de s'accélérer. Et les Lips s'y préparent.

Hier matin, dans les ateliers, les ouvriers s'inscrivaient pour assurer par roulements la présence dans l'usine durant le week-end car si aucune décision n'intervient, ce n'est qu'une surveillance active qui sera pratiquée.

Bref, les Lips reprennent le rythme de la lutte, assemblées générales, réunions en petits groupes, équipes de popularisation, de diffusion de Lip-unité qui hier matin a fait sa réapparition en tant que bulletin de la section CFDT de Lip. Revoir cet en-tête

circuler de mains en mains, cela faisait chaud au cœur. Plus qu'une simple réminiscence, c'était aussi la promesse tacite de refaire ensemble un long chemin.

Suzette Triton.

Ce que pense le PCF de Lip

(extrait d'un tract diffusé à Besançon)

«...Une seule solution : l'action contre les vrais fauteurs de misère et de gaspillage. Des illusions, chez Lip et ailleurs, sont répandues par certains sur la possibilité d'aménager le système, de trouver des solutions qui ne remettent pas en cause les intérêts de ceux qui pillent la France. Ceux qui répandent ces illusions ne font qu'égarer les travailleurs, les diviser, les empêcher d'obtenir vraiment satisfaction, comme l'expérience de Lip l'a montré. Les mêmes qui, hier, engageaient les travailleurs dans les actions les plus aventuristes, les poussent aujourd'hui à l'attentisme donc au découragement. Et à l'abandon.

Ce n'est pas de patron qu'il faut changer, ce n'est pas d'illusions qu'il faut se bercer, ce qu'il faut c'est sans attendre lutter pour le succès des revendications, préparer la victoire du programme commun qui, seul, permettra de changer de politique, lutter pour une société socialiste aux couleurs de la France...»

CONFERENCE DE PRESSE HIER A PARIS

La Fédération de la métallurgie CFDT a tenu hier une conférence de presse en présence de délégués syndicaux de l'entreprise Lip.

Jacques Chérèque, secrétaire de cette Fédération, a dénoncé les manoeuvres patronales « mettant en cause la viabilité de Lip ». Il a insisté sur le fait qu'existaient des « secteurs rentables », donc qu'il était possible d'arrêter le gâchis. « Lip est un atout industriel considérable » devait-il enfin déclarer.

Puis Charles Piaget parla du « passage de la clientèle de Lip » effectué par les patrons et de leur attitude « suicidaire pour l'entreprise ». Une question posée sur une éventuelle nationalisation, sous contrôle ouvrier, de l'ensemble de la branche horlogère aujourd'hui en crise, entraîna une réponse de J. Chérèque qui mérite d'être relevée : sans dire un mot du contrôle ouvrier, condition pourtant essentielle, il affirma que la nationalisation était souhaitable mais qu'elle « ne peut se faire que dans un autre contexte politique ». Autrement dit, attendons l'arrivée de l'Union de la gauche au pouvoir pour parler d'une éventuelle nationalisation. Selon un mot de Chérèque, la nationalisation est « au bout du chemin ». Comme d'autre part, « il faut une solution immédiate » et « il n'y a pas de réponse miracle », la CFDT métallurgie avance comme seule perspective une table ronde de discussion où il serait prouvé que « Lip est viable ».

Nous savons que la lutte engagée se mène dans un contexte beaucoup plus difficile qu'en 1973. C'est par dizaines qu'on compte aujourd'hui les entreprises occupées depuis plusieurs mois pour la défense de l'emploi. Il y a peu de chances qu'on revienne une seconde

fois 100.000 manifestants marcher sur Besançon, en lançant le mot d'ordre « Lip pour tous, tous pour Lip ».

Le problème est donc aujourd'hui pour les travailleurs de Palente de réussir, sur la base de l'acquis de leur lutte de 73, à casser tout risque d'isolement, à gagner le soutien le plus large, à forger des liens solides avec les autres travailleurs en lutte.

Or, justement, de ce point de vue, on peut regretter que dans cette conférence de presse, les Lip aient tout centré non sur leur refus de tout licenciement et les perspectives de lutte qu'il implique, mais sur le « potentiel industriel » et « l'avance technologique » de Lip. En se lançant dans une démonstration techniciste de la viabilité de l'entreprise et des mesures qui pourraient être prises pour restructurer l'industrie horlogère, ils ne renforcent pas leur lutte : pour les spécialistes et pour la presse, ils demeurent peu convaincants ; quant aux travailleurs des autres entreprises, qui suivent avec attention ce qui se passe à Lip, ils ne leur donnent pas les moyens de se sentir concernés.

Au contraire en exigeant la nationalisation sous contrôle ouvrier (dont l'idée a été lancée à Besançon) non seulement ils mettraient directement en cause la responsabilité du gouvernement qui cherche à tirer son épingle du jeu, mais de plus, ils avanceraient une perspective que peuvent reprendre l'ensemble des travailleurs qui luttent aujourd'hui dans des entreprises qui ferment ou qui licencient. C'est pour le renforcement de la lutte une perspective qui serait beaucoup plus efficace.

S.M. F.L.

• Lyon : grève des transports en commun.

Depuis 8 jours, les bus ne sillonnent plus les rues de Lyon. Les conducteurs ont quitté les volants, les mécanos ont posé les outils. Formé en piquets de grève, ils bloquent les véhicules dans tous les dépôts.

Entrés en grève à l'initiative de la CGT et de la CFDT le mercredi 7 avril, les travailleurs réclament le paiement double du travail du dimanche, une prime de vacances égale à un demi-mois de salaire, une prime de nuit de 20 f et l'augmentation des salaires calculés sur les indices syndicaux. FO et les Autonomes ont rejoint le mouvement quelques jours après.

Correspondant

• CEA : grève reconductible contre le trafic d'intérimaires.

Les travailleurs de la Guilde des techniciens, loués à Technicatome, filiale du CEA implanté à Saclay viennent de décider une grève de 24 heures reconductible tous les jours en assemblée générale. Ils exigent leur intégration à Technicatome.

• Occupation du siège du Groupe Malakoff (Caisses de retraite).

Hier, les travailleurs se sont installés dans les bureaux de la direction parisienne. Occupation animée puisque chacun était venu avec ses instruments de musique. Le mouvement se renforce : réunion de deux assemblées générales par jour, extension aux autres centres, notamment celui de Lille. Face à la direction qui maintient son refus, les travailleurs restent unis.

Correspondant

• Dépôt de bilan aux Etablissements Delmas (Montauban).

La plus grosse entreprise de la ville, après avoir procédé à 180 licenciements en juillet dernier, a annoncé le dépôt de son bilan. Une série de débrayages et de manifestations ont eu lieu.

Correspondant

• La mascarade de Ramel :

le négociant en vin de Meximieux a procédé à une distribution publique et gratuite des produits de sa fraude avec la participation du comité d'entreprise. L'UD-CGT a fait savoir son opposition à une direction qui a licencié 10 de ses camarades délégués et qualifié cette opération publicitaire de mascarade.

Correspondant

• PTT, aujourd'hui, grève dans les services de l'Aude :

A l'appel de la CGT, CFDT, FO, les postiers cesseront le travail pour exiger la diminution de la durée du travail et l'augmentation des effectifs.

Correspondant

• L'école d'infirmières de l'hôpital psychiatrique Ste Anne à Paris a été fermée, sous un prétexte futile, par la direction. En fait il s'agit pour elle d'essayer de casser le mouvement de grève qui s'était développé contre le licenciement d'une élève.

TRIBUNE des luttes

Chômeurs, prenons notre lutte en main !

Nous sommes un groupe de chômeurs

• qui avons pensé qu'il fallait briser l'isolement dans lequel nous trouvons ;

• qui pensons que, contrairement à ce que veut nous faire croire le gouvernement et le patronat, le chômage n'est pas une fatalité.

Au contraire, le chômage est un moyen par lequel le gouvernement fait payer aux travailleurs les frais de la crise du capitalisme ; la possibilité de maintenir la paix sociale par un chantage permanent sur les travailleurs.

C'est pour cela que nous avons pensé que les chômeurs devaient s'organiser pour :

- prendre leur lutte en main et faire aboutir leurs revendications ;
- la solidarité avec tous les travailleurs qui luttent pour la sauvegarde de leur emploi.

Nous lançons un appel pour que les jeunes sans emploi

les travailleurs licenciés

rejoignent nos rangs.

Unis et nombreux, nous pourrions agir.

Nous lançons un appel aux syndicats pour qu'ils soutiennent activement notre lutte.

Les revendications que nous pouvons nous donner :

- indemnités de chômage égales au salaire
- le SMIC pour tous les jeunes qui n'ont pas travaillé
- suppression des charges, électricité, eau, des loyers
- transports, bons SNCF gratuits
- scolarité et cantine gratuites pour nos enfants
- soins médicaux gratuits
- comme tous les travailleurs nous voulons pouvoir nous exprimer et nous réunir
- droit d'affichage et de réunion dans les locaux de l'ANPE.

Mais nous voulons également lutter avec tous les travailleurs pour :

- la réduction massive du temps de travail sans diminution de salaire pour partager le travail disponible entre les mains de tous les travailleurs
- l'abaissement de l'âge de la retraite
- l'arrêt de tout licenciement.

APPEL A UNE REUNION PUBLIQUE

Nous lançons un appel à tous les chômeurs pour qu'ils viennent discuter de leurs problèmes et prendre part à la lutte, dans une réunion publique :

Jeu 15 avril à 14 h 30

à la maison du peuple de Montauban

Nous demandons également aux représentants des organisations syndicales de venir exprimer leurs positions aux chômeurs qui se réuniront.

Comité de chômeurs montalbanais soutenu par la CGT et la CFDT

VERS LA GREVE GENERALE DE L'EDUCATION NATIONALE

Après les facultés, les lycées. Et aujourd'hui les CET. Un pas de plus franchi en direction de la grève générale de l'Education nationale. Un pas de plus qui se heurte aux capitulations, aux renoncements des directions syndicales enseignantes, après le refus de la CGT et de la CFDT de co-organiser la manifestation parisienne centrale du 15 avril d'hier. C'est de cette extension de la grève qu'il faudra poursuivre le mardi 20 avril, et de ces capitulations que nous rendons compte. Demain, nous publierons des reportages sur la province : Bordeaux, Toulouse...

• Coordination lycéenne parisienne aujourd'hui, 18 heures, Jussieu.

LES ETUDIANTS DE 1976

par Antoine Artous

(1) A LA SOURCE

Qu'est-ce qui nourrit les mobilisations étudiantes sans cesse renouvelées ? Au delà de la conjoncture politique et de ses aléas, c'est plus qu'une simple révolte contre un système déclinant, sans horizon pour sa jeunesse. Plus que la simple influence des groupes d'extrême-gauche. Mais une évolution profonde qu'a connu ce milieu depuis les années 60, liée à une remontée générale de la combativité ouvrière.

La « plaque sensible »

Les étudiants, « plaque sensible » qui réfracte, en les accentuant, l'ensemble des contradictions d'une société. Telle est l'analyse traditionnelle que l'on retrouve chez Lénine, Trotsky ou même Mao, de la place du mouvement étudiant. Bien qu'insuffisante, elle reste toujours valable. Comme d'autres couches de la jeunesse, les étudiants se sont trouvés souvent à l'avant-garde des luttes pour transformer la société. Qu'était-ce que Mai 68, sinon une poussée de la masse des étudiants qui a débouqué la situation, comme en Chine en 19 ou en Russie en 1905.

L'accumulation lente de contradictions sociales, qui explosèrent en France en 68, pèse sur le développement des luttes étudiantes. C'est la crise des valeurs bourgeoises, de cet « humanisme » déclinant dont les guerres coloniales étaient l'envers, de ce savoir distillé du haut des chaires universitaires. Comme disait Malraux, la fin d'une « civilisation ».

Après mai 68, la force de la révolte étudiante s'est brisée sur le réformisme toujours présent au sein de la classe ouvrière : le mouvement en est mort, donnant naissance aux différentes organisations « gauchistes ». Malgré certaines luttes d'importance, les facultés sont tombées au creux de la vague. Or, aujourd'hui, les

mobilisations déferlent à nouveau. Car depuis 68 la combativité ouvrière a muri, s'est développée, et, face à la crise du régime, l'alternative de l'Union de la gauche apparaît de plus en plus crédible. Les grèves étudiantes sont directement le produit de cette polarisation grandissante. Elles traduisent cette volonté de lutte qui mobilise les travailleurs et les classes populaires.

De 36 à 68.

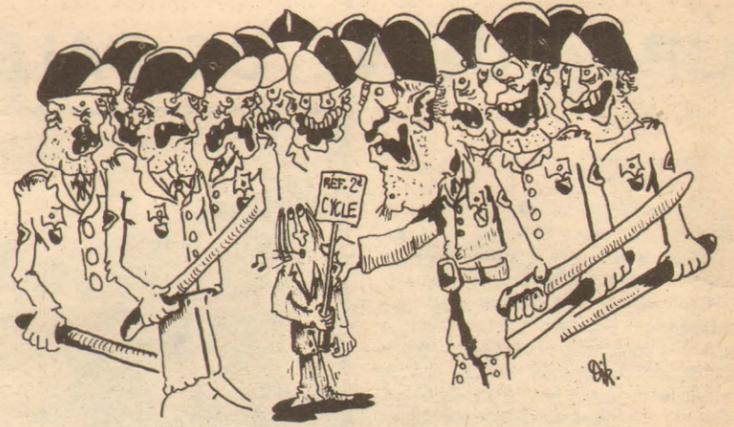
Mais cette « lecture politique » des mobilisations étudiantes est insuffisante. Elles prennent aussi racine ailleurs. Dans une transformation massive du milieu étudiant. Si en 36 les étudiants se trouvaient plutôt adroite, si les travailleurs à cette époque allaient casser les bandes fascistes au Quartier latin, les choses ont bien changé depuis ! C'est à gauche, que l'on rencontre plutôt les étudiants. Si leurs idées changent, c'est que leur situation sociale s'est radicalement transformée : dans leur masse, ils ne sont plus ce qu'ils étaient, fils de la bourgeoisie et futurs chiens de garde de son règne. Certes les fils d'ouvriers sont peu nombreux à l'université ; mais hormis une minorité qui fera carrière au travers des facultés d'élite ou des grandes écoles, l'avenir est clair pour les autres. Ils se retrouveront salariés dans les couches supérieures du prolétariat ou dans ces « nouvelles couches moyennes » à l'avenir précaire s'ils obtiennent un diplôme et trouvent un emploi. Sans parler de leur condition actuelle : la majorité d'entre-eux travaille pour poursuivre ses études. Et être salarié c'est risquer la déqualification, le chômage et, à coup sûr, s'enfermer dans un travail en miettes.

DEMAIN : LUTTES ETUDIANTES ET LUTTES OUVRIERES.

LE MOUVEMENT DU 11 AVRIL...

Le 14 avril parution dans « Libé » d'un long appel à fonder un « Mouvement du 11 avril » : contre les magouilles « des deux UNEF, de la Ligue et du PSU » qui collent tout au programme commun et pour répondre « à la demande de politique qui s'est fait ressentir à Amiens ». La réunion de fondation s'est tenue mercredi 14 avril au soir autour de quelques « sports » vieillissants recasés à Vincennes, discourant sur la « société marchande » (la théorie ?) et de « la bande à X... » qui traînent souvent devant les manifs et n'aiment pas les vitrines (la pratique ?). Les quelques militants de Révo qui traînaient par là (avaient-ils des projets pour s'y trouver présents ?) ont du vite partir sous les cris de « dehors les organisations ». A vouloir trop vite découper la gauche...

Un peu après, notre « mouvement du 11 avril » est venu pour essayer de casser - barres à l'appui - la coordination étudiante parisienne qui se tenait à côté... Il a fallu se battre pour les repousser...



APRES LES LYCEES, ÇA PART DANS LES CET

Dans le 19ème arrondissement, le CET Potain, un phare des luttes collégiennes. Hier matin, 15 avril, les discussions n'y portaient pas seulement sur la moto ou le match de foot de la veille. L'heure est à la mobilisation. Sur le mur des affiches appellent à la grève. Les camarades de « Ceux du technique » distribuent un tract expliquant que les collégiens ne doivent pas seulement affirmer leur solidarité avec les étudiants, mais aussi « saisir l'occasion pour exprimer notre mouvement, pour poser nos revendications ». Vers huit heures trente, l'Assemblée générale commence. Après une discussion sur les revendications, un comité de grève est élu, puis l'AG se répartit les tâches. Quelques camarades restent au CET pour fabriquer une banderole. Les autres partent en délégation au CET Ligné. A celui-ci, l'accueil est plutôt froid. Le directeur s'approche : « ici tout est bien, il n'y a aucun problème, les élèves choisissent eux-mêmes le menu à midi ». Un surveillant critique le mot d'ordre de « grève générale de l'Education nationale » et qualifie la grève de Potain de « spontex ». Le président des élèves, visiblement influencé par le directeur ne sait pas trop quoi dire.

Finalement, le comité de grève réussit à organiser un forum à l'intérieur. A l'extérieur le reste de la délégation ne reste pas inactif et discute avec les élèves de Ligné qui se sont décidés à sortir. On entend un autre son de cloche que celui du directeur. « La commission menu, c'est du bidon ». Quant à la discipline : « Un jour je suis resté cinq heures à l'intérieur en permanence sans pouvoir sortir ». En fait Ligné est un CET comme les autres, mais

le directeur qui pratique une démagogie « à haute dose » arrive à bluffer les élèves. Cela risque de ne pas durer longtemps.

Vers douze heures, les collégiens de Potain retournent manger au CET. En ignorant la bagnole des RG (64 AFL 75) qui stationne dans le coin.

Le CET est maintenant décoré d'une banderole « CET Potain en lutte ». Décision a été prise d'élargir le comité de grève aux premières et deuxième années pour qu'il soit plus représentatif. L'après-midi, le CET Potain ouvrira le cortège du technique.

LE CET POTAIN DONNE L'EXEMPLE

C'est parti dans les CET, après les lycées en début de semaine. A Paris, ils étaient plus d'une quinzaine en grève « illimitée », à la veille de la manifestation du 15 avril. Depuis, cela s'est encore étendu.

CET région parisienne : sont en grève les CET de Clamart, de Meudon, de Malakoff, du Blanc-Mesnil, de Gennevilliers, d'Argenteuil, d'Aubervilliers, les deux de Massy, les deux d'Aulnay, et celui de Créteil. Le CET-Lycée Technique de Corbeil est en grève car ils en ont « assez d'un proviseur autoritaire ». Ils ne peuvent afficher, se réunir, des profs manquent, il n'y a pas de tables et de chaises. Dans leur appel ils s'opposent au « chômage, à la sélection sociale », ils veulent la « liberté d'expression ». A Montreuil, ils étaient 1000 du CET-Lycée Technique, à manifester hier matin après que l'UNCAL ait été de son propre chef décommander la venue de représentants de l'UL CGT pour une journée portes ouvertes. A Sartrouville, CET et Lycée en grève avec la moitié des profs. CET Marcel Cachin de St Ouen en grève aussi.

En province, sur les lycées et CET : Le LT-CET de Denain en grève. Celui de Belfort à 50%. Le

Lycée technique de Lorient aussi. A Evreux, un millier de manifestants à l'appel des deux lycées et des deux CET en grève. A Montpellier, deux lycées et un CET en grève. Ils ont manifesté avec les étudiants dès le 14 avril, à 2000. A St Etienne, ils ont manifesté le 15 avril au matin, il y avait un millier d'étudiants et 2500 lycéens et collégiens. Dans les bahuts des cahiers de revendications sont mis en place. A Sens, les deux tiers des élèves en grève ; dans les trois établissements. L'administration a tenté d'enfermer les élèves dans les bâtiments pour les empêcher de se réunir en AG. Elle menace de fermer les bahuts. Après une première coordination régionale de lycées de Lille, Arras, Béthune, et Lens, nouvelle coordination le 17 avril, à 14 h 30 au Centre Jouhaux de Lens.

Dans les lycées parisiens : grève dans cinq établissements du Quartier Latin, et à Voltaire, du Romain Rolland et Jean Jaurès d'Argenteuil. A Sarcelles, 400 en manif le matin du 15 et 10% sauvages avec les travailleurs de Chaix aujourd'hui. Coordination de la Seine et Marne, après la grève aux lycées de Melun et de Champagne-sur-Seine, samedi 17 après-midi.

LA CAPITULATION DES DIRECTIONS SYNDICALES ENSEIGNANTES

C'est maintenant clair, les directions des syndicats enseignants, tant celle de la FEN que celles du SNES et du SNESup ne veulent pas mener jusqu'au bout la lutte pour l'abrogation de la réforme du deuxième cycle et pour le retrait des décrets Haby. Trois réunions l'ont prouvé ces derniers jours. Trois réunions capitulaires. A l'inverse, la coordination parisienne provisoire des enseignants du supérieur en grève qui se réunit à nouveau aujourd'hui (13 heures, Jussieu, Tour 46-56) a appelé à la grève des universités et à la tenue d'une coordination nationale des enseignants en grève le 24 avril. Elle organise une conférence de presse aujourd'hui à 15 heures, à Jussieu.

Le 14 avril, réunion du SNESup avec le collectif étudiant. Refus de la banderole unitaire « abrogation de la réforme » proposée par les étudiants, et exigence du SNESup que tous les « syndicats » et organisations soutenant la manif soient en tête, avec leurs banderoles, sans apparition commune. En clair, faire apparaître l'UNEF et le SNESup à la tête de la manif sans reconnaître la légalité des comités de grève. Le SNESup refusera de changer de position, refusera donc la co-organisation et ainsi prendra l'initiative de la rupture.

Le 14 avril, réunion du Bureau national du SNES. La résolution finale, loin de souligner l'ampleur sans précédent des luttes étudiantes se contente de saluer « l'UNEF et le SNESup ». Quant aux grèves lycéennes, pas une allusion. Une volonté nette de la tendance majoritaire Unité et Action, dirigée par des militants du PCF, de tout faire pour que les enseignants du secondaire n'entrent pas en lutte. Pas de proposition d'action immédiate. Seule une « campagne d'explication » sur les décrets Haby. Et que sanctionnera une rencontre nationale... fin mai ! Et la grève de 24 heures annoncée

en Congrès à Pâques ? Peut-être... Décision prise le 22 avril ! Et si, dit la motion, les conditions ne s'y prêtent pas, des luttes importantes sont à prévoir... en septembre 76 ! Il fallait le faire : parler de la rentrée aujourd'hui alors que la grève continue à s'étendre. Pour se dédouaner, la direction a glissé une phrase laissant les sections s'attacher à développer la mobilisation dans les établissements. Le BN du SNESup avait fait la même chose : « Allez voir à la base... » Et on a en effet vu de très nombreuses sections syndicales du SNESup voter la grève reconductible. Les bureaucrates du SNES pourraient avoir une surprise analogue.

Le 15 avril, réunion de la Commission administrative de la FEN. Il en ressort que la majorité, animée par des militants du Parti socialiste, se contente de condamner les projets de décrets Haby, mais en s'inscrivant dans une perspective d'amendement. Il ne s'agit pas de les empêcher de passer, mais, comme pour le deuxième cycle universitaire, de se battre au niveau de l'application, d'obtenir sur ce terrain des concessions. Aucune action n'est envisagée. Ni participation à la manifestation étudiante du même jour, ni extension de la grève actuelle. Bref, une réunion fort combative où seuls les élus Ecole Emancipée ont défendu la perspective de la grève générale de l'Education nationale. Et où l'on apprend que le Secrétaire général, Henry, après avoir rencontré, sans avertir le SNESup, Saunier-Seïté le 13 avril, est allé rassurer les services du Premier ministre sur les « concessions » de la Secrétairerie d'Etat. D'où le pas de clerc. Et après la « suspension de l'application de la réforme », les rappels tonitruants selon lesquels rien de fondamental n'était changé. Le Secrétaire de la FEN au lieu de se rendre aux manifestations étudiantes, préfère aller défendre devant le Premier ministre un membre du gouvernement. Toute une logique.

ROUEN, PALME D'OR DE LA POLLUTION

par le Groupe écologique de la région rouennaise

Une conférence de presse tenue par les responsables du Système d'alarme de la pollution et de la Préfecture s'est déroulée jeudi 8 avril au siège du service des Mines à Rouen.

On y apprit par exemple que «Rouen n'est pas la ville la plus polluée de France»

Nous, écologistes, tenons à dire:

1- Que ce classement des villes polluées par ordre décroissant ne veut rien dire! Surtout pour l'agglomération Rouennaise: parce que ces statistiques ont été calculées sur une moyenne concernant toute l'agglomération, or, les personnes qui habitent la zone industrielle et qui y travaillent (Gd et Petit Couronne, Gds et Petits Quevilly et Oissel) sont plus exposées que les autres et cela à longueur d'année.

2- Il existe un effet Synergétique certain: c'est à dire que différentes pollutions peuvent agir ensemble et avoir des conséquences encore inconnues à l'heure actuelle (fluor, plomb, vapeurs nitreuses, oxyde de carbone...) Comment peut-on affirmer ensuite que l'on peut limiter efficacement la pollution à Rouen?

3- A cause de la situation particulière de Rouen, installée dans une cuvette naturelle, les polluants atmosphériques ont tendance à s'accumuler et à renforcer cet effet synergétique.

4- Publier les chiffres de l'acidité de l'air, sans autres indications, toutes les semaines n'a également aucun sens! A partir du moment où ils ne peuvent être confrontés à des seuils dangereux pour la santé humaine. Ces seuils ne peuvent être déterminés qu'après des études sur les conséquences de la pollution sur la santé de la population. (Les spécialistes appellent ça «Enquête épidémiologique»). Or une telle enquête a eu lieu à Rouen, concernant 3000 personnes. Les résultats seront-ils divulgués auprès de la population?

5- Il est également absurde de publier des chiffres de l'acidité de l'air quand on ignore le degré de concentration de l'acide dans le temps. Par exemple: une même mesure établie sur 5 mn est plus dangereuse que si elle est étalée sur une heure. A partir de ce moment là, il est trop facile de donner une moyenne hebdomadaire, afin de rassurer l'Opinion publique.

Nous pensons également qu'un système d'alarme de la pollution, pourrait être une première étape à une diminution effective de la pollution; et non pas une limitation; à condition que l'on prenne les mesures nécessaires et qui existent (filtres et autres procédés techniques) et surtout que l'on ait la volonté politique de le faire.

Groupe écologique de la région rouennaise, 10 bis, rue de l'Avalasse 76 000 Rouen

Après la qualification de St Etienne C'EST ÇA LE SPORT !

L'Equipe nous promettait carrément «90 mn de vrai bonheur». Ce fut un match sans gloire ni buts, un de ces matches qu'on se hâte d'oublier...une équipe hollandaise pas en forme est venue s'échouer sur un mur «vert»...Banal. Oui, mais, ce qui compte, c'est la qualification, et là dessus, mission accomplie. Et ça change tout: St-Etienne qualifié pour la finale, toute la presse en fait sa «une».

Pourquoi cela est si important? Parce que le Français, c'est le Français, tiens, même quand ils s'appellent Curcovic, et qu'on est pas des ingrats, tiens.

Seul le résultat compte, c'est ça le sport. Le jeu, lui, n'en est que le prétexte. Et peut-on parler de jeu? Enfin, ça ne fait rien, on nage

dans le bonheur, on a gaga. Il y a juste un petit hic. Déchainés, délirants d'enthousiasme, deux mille supporters stéphanois qui n'avaient pas eu les moyens de se payer le billet pour Eindhoven, se sont rués sur l'aéroport, tard dans la nuit, pour accueillir leurs héros. Trop d'enthousiasme nuit: ils n'ont même pas attendu que l'avion soit arrêté et l'un d'eux a été décapité par une hélice. Interrogé sur le vif, le président de l'ASSE, M^r Rocher, ne savait que bredouiller: «c'est trop, il y a des excès dans le sport». Non: c'est ça le sport.

Inutile de dire que la presse, elle ne fait pas ses manchettes sur ce «fâcheux incident». Sauf France-soir qui avec un très involontaire humour macabre titre: «St-Etienne, la tête et le coeur». A.B.

POUR UNE RENCONTRE EUROPEENNE DES MOUVEMENTS DE FEMMES AUTONOMES ET LUTTE DE CLASSE

Depuis novembre, une commission du mouvement des femmes mise sur pieds par le cercle Dimitriev et les Pétoleuses, travaille à la tenue d'une rencontre européenne des mouvements autonomes des femmes sur le thème «Les femmes dans la lutte de classe, dans la lutte révolutionnaire».

Dans un Appel lancé en décembre, nous disions notre besoin de débattre avec les autres courants lutte de femme - lutte de classe, à partir de nos différentes expériences, et la nécessité de dégager des initiatives communes, notamment en ce qui concerne le chômage des femmes dans le contexte actuel de crise du capitalisme.

Il nous semble urgent de définir:

a) quel est le lien du mouvement autonome des femmes avec le mouvement révolutionnaire des travailleurs.

b) Quel est l'apport spécifique du mouvement des femmes à la lutte révolutionnaire et à la société socialiste que

Désertification des sols en Occitanie NAUSSAC NE PASSERA PAS !

Mende: de notre correspondant

En Lozère, département le plus pauvre de France, le plus dépeuplé, les paysans de la vallée de Naussac, près de Langogne, sont menacés d'expropriation et cela depuis 25 ans.

La réalisation du barrage réservoir de Naussac ainsi que de celui de Villerest a été prévue au VI^e plan et c'est le 17 décembre 70 que se précise la menace, lorsque la SOMIVAL, société d'aménagement de l'Auvergne et du Limousin, a été chargée d'étudier dans quelle mesure le site de Naussac se prêtait à l'édification d'un barrage-réservoir de 190 millions de M3 afin de régulariser le débit de l'Allier et de la Loire, d'améliorer l'alimentation en eau des villes, d'irriguer les terres agricoles du val d'Allier, de diluer la pollution et développer le tourisme.

Mais il y a aussi ce dont seule l'agence financière du bassin parle dans son livre blanc: le refroidissement des centrales nucléaires d'EDF dans le Val de Loire...confirmé par une déclaration de Chaban-Delmas, alors 1^{er} ministre, le 10 mars 72; de plus, il s'avère d'après un rapport du préfet au conseil général de Lozère que le ministère de la Défense nationale est également intéressé par le projet.

Ce projet prévoit: l'immersion de 1050 hectares, l'expropriation de 1280 ha dont 976 de surface utile très riche en mécanisable, entraînant le déracinement de 130 personnes dont une forte proportion de jeunes, l'envolement de la quasi-totalité de la commune de Naussac et la perte de 1/5^e de la superficie de celle de Langogne. De fait, un coup fatal porté aux communes de Langogne, Chapeauroux, Auroux, St Bonnet...

Utilité publique: utilité capitaliste.

Naussac s'inscrit dans le cadre de la politique de désertification et de militarisation des sols en Occitanie. Le Larzac n'est pas très loin, le parc national des Cévennes, le projet de création d'un complexe touristique sur le Causse Méjean, la spéculation foncière ont fait de notre département un véritable désert, avec un exode croissant, sans parler du taux de chômage: un des plus forts de France. Ce projet: qui sert-il

C'est d'abord une solution de facilité pour la SOMIVAL reprenant pour la plupart, les études déjà faites en 52 par l'EDF, en tirant un substatiel profit...Mais surtout; c'est: —l'irrigation pour le plus grand profit des maïsiculteurs de la Limagne

— la dilution de leur pollution industrielle, notamment celle de Michelin, Cégédur...

— le refroidissement des centrales nucléaires d'EDF... l'Etat au service du capital!

Lorsque le projet fut connu, certains pensaient que le tourisme s'en trouverait grandement favorisé. Seulement l'eau stockée en hiver, sera vidangé en été... Peut-on, alors, parler de saison estivale pour le tourisme, avec un bourbier de 800 à 900 ha, ses odeurs, son brouillard, ses moustiques...?

Les paysans de Naussac en lutte

Une première manif avec les paysans du Larzac et la parution du livre blanc en 72, 73 marquèrent les débuts de la lutte, entravée toutefois par la division en deux organismes, l'un combatif: comité de défense, l'autre créé par des notables et notamment le maire de Naussac (association de défense de sinistrés), plus conciliant, se préparant à négocier les expropriations... Entre temps, le Conseil d'Etat annulait la première enquête d'utilité publique.

C'est en octobre 75 qu'une nouvelle enquête est lancée. Depuis, la lutte s'est amplifiée, une campagne de popularisation s'est développée, la réunion en une fédération de deux organismes de défense, la manifestation du 2 octobre à Langogne (un millier de manifestants et 80 tracteurs), la signature en novembre 75 d'un manifeste par 53 paysans et la dernière action du 5 mars où les paysans bloquèrent les routes menant à la vallée de Naussac, empêchant le secrétaire du préfet et le directeur de l'équipement de tenir une réunion à propos du relogement, toutes ces actions montrent la détermination des paysans face à l'arbitraire.

Le 7 février, le barrage était décrété d'utilité publique.

Comme au Larzac, les principaux intéressés ont été tenus à l'écart de toutes les décisions et, depuis de longues années le projet bloque l'avenir de toute la région (plus d'investissement possible, pas de permis de construire...).

Les paysans ont fait appel au Conseil d'Etat, peu d'espoirs subsistent; aussi l'heure est-elle plus que jamais à l'offensive, pour que cède le pouvoir.

Soutien total aux paysans paysans en lutte!

Sauvons Naussac, sauvons la Lozère!

l'emploi. Nous devons endiguer la campagne de la bourgeoisie pour le retour des femmes au foyer et dénoncer les pièges tels que le salaire familial, le travail à mi-temps.

Comment mènerons-nous la lutte contre le chômage des femmes? Quelles alliances avec le reste du mouvement ouvrier: en faisant reprendre en charge par les syndicats leurs revendications spécifiques, en participant aux comités de chômeurs, en tant que mouvement des femmes? Telles seront les questions que nous aurons à résoudre.

Il devra au moins résulter de cette rencontre une brochure, un manifeste et un minimum de coordination pour faire vivre nos campagnes communes.

Pour nous contacter, écrire à: Sylvie Richard - 44, rue des Prairies 75020 Paris

Réunion de la commission parisienne tous les mardis à 19 heures à la même adresse.

l'homme des casernes

A BAS LE DROIT AUX 7 % DE PERTES !

● L'armée tue. A quelques heures d'intervalle ce sont deux appelés qui viennent de trouver la mort.

A Arras, c'est Jean-Louis Baune, 21 ans, appelé au 7^e Chasseur qui est écrasé par un engin blindé de reconnaissance au cours d'une manœuvre.

A Lans en Vercors, c'est un camion militaire du 6^e Bataillon de Chasseurs alpins qui se renverse: un mort et dix blessés. La hiérarchie militaire n'a pas encore jugé utile de rendre publics les noms des victimes.

Fatalité? Hasard? Ces fables ne tiennent plus. L'incurie militaire est seule responsable, les soldats le savent bien. A chaque «accident», il faut que des commissions d'enquête civiles se mettent en place, animées par les organisations ouvrières.

REPRESSION A BITBURG

● La pépression tombe au 51^e RA de Bitburg (RFA), après la parution de **Garde à vous même**, le bulletin du comité de soldats. Les soldats Pierre Dadu et Jean Zyllelion viennent de prendre chacun 60 jours de trou. Un communiqué du comité de soldats affirme sa volonté de poursuivre la lutte.

NOUVELLES PARUTIONS DANS LES CASERNES

● **GV...m'fâcher**, journal des comités de soldats de Tubingen sort son numéro 8.

Le **GV t'as rien**, du 60^e RI de Lons le Saunier sort son n^o2. Les **Dragons voient rouge!** du 1^{er} régiment de Dragons sort son n^o2.

LIBEREZ LES 6 DE REIMS

● Malgré le black-out de la presse locale, la campagne de soutien aux soldats emprisonnés à Reims s'amplifie. Une commission d'enquête civile s'est constituée sur la ville qui va rassembler le maximum d'éléments sur les conditions de détention et d'arrestation des soldats réprimés. Les pétitions réclamant leur libération sont signées massivement. Enfin, le 27 avril, se tiendra un grand meeting de soutien, avec la participation de plusieurs orateurs du Comité national pour la libération des soldats emprisonnés et des représentants du mouvement syndical rémois. Il semble que la Sécurité militaire, mécontente de voir l'affaire en rester au stade disciplinaire, veuille maintenant disperser les emprisonnés. Bernard Rayon a été muté à Lunéville où il est maintenu au secret. Ecrivez-lui: chasseur Rayon, 30^eGCM, service général, 54000- Lunéville.

« Dans les eaux glacées du calcul égoïste »

AUTEURS: MARX, BRECHT, MAÏAKOVSKY

Ce membre de phrase extrait du *Manifeste communiste* est le titre du spectacle-montage que donne le Théâtre de liberté au TEP. Ce spectacle sur la lutte des classes est produit par un théâtre national, il sera représenté à Avignon cet été, et qui plus est dans la Cour d'honneur du Palais des papes... Les eaux glacées tendraient-elles à tiédir, et le calcul à être moins serré? Ou bien le spectacle s'accommoderait-il des eaux glacées sans faire trop de vagues? C'est certainement plus compliqué.

« La fable, c'est la lutte des classes ».

Brecht avait eu en tête de mettre en poème le *Manifeste communiste*, et Eisenstein de faire un film sur *Le Capital*. Ils y ont tous deux renoncé: c'était une gageure. C'est une tâche du même goût que s'est assignée le Théâtre de liberté, mais avec l'aide de Brecht, Maïakovski, Jack London, Maupassant. Il ne s'agissait pas à proprement parler de mettre en scène le *Manifeste...* ou *Le Capital*, certes, mais le processus de la lutte des classes à travers des romans, conteurs, poètes et théoriciens, dont Marx, ce qui est un peu différent.

Mais le principal écueil demeure: le sujet n'est pas une situation concrète, le déroulement d'une action, un conflit entre des hommes d'où l'on pourrait déduire qu'il s'agit d'une lutte entre classes. Mais il est d'abord un concept (la lutte des classes...), un squelette qu'il s'agit d'habiller de chair afin qu'il soit compréhensible dans l'espace de la scène. Le chemin est inversé. Memhet Ulusoy, le metteur en scène dit, un peu en forme de boutade: « Ici, la fable, c'est la lutte des classes ». Toute la difficulté de la tâche commence avec ce paradoxe. La logique des textes de Marx est théorique, scientifique. Pour qu'ils passent à la scène, il faut qu'ils deviennent fable. Le risque d'une telle mutation artistique, c'est l'illustration, et le plus souvent, les tentatives de ce genre y tombent en plein: d'un côté le texte, aride, austère, de l'autre on l'orne, on

l'agrément, on le « rend vivant »; le résultat, c'est qu'on bien l'emballage étouffe le texte, ou bien on le suit, mais c'est fastidieux, terriblement...

Or, le Théâtre de liberté a en partie surmonté la difficulté.

Si les requins étaient des hommes...

« Au départ j'avais peur, dit M. Ulusoy, mais si les textes de Marx sont scientifiques, ils ont aussi beaucoup d'humour, très proche de la réalité concrète, et parfois ils sont même poétiques. Et puis ceux qui disent ces textes, sont toujours des bourgeois, ce qui donne une distance au texte par rapport au côté théorique ». Cette distance transparait effectivement, mais partiellement, car parfois le texte est donné à un niveau quasi explicatif...

Mais le lien entre la thèse et la scène se fait essentiellement ailleurs: à travers les textes de fiction de Maïakovski, Brecht, Maupassant, dans la mesure où ils réintroduisent le propos théorique sous une trame concrète. Par exemple l'histoire des pêcheurs de Maupassant: un membre d'une famille de pêcheurs a le bras pris entre la corde du filet et la coque. Il suffirait de couper la corde et le bras serait sauvé. Mais le filet serait perdu et un filet coûte cher. Le bras sera donc entamé irrémédiablement. Et la gangrène s'y attaquant, le pêcheur se le taillera au couteau jusqu'à le séparer du corps. Cette nouvelle, qui fait surtout ressortir la fatalité de la lutte contre la nature pour la subsistance, où la virilité laborieuse soumise à la nécessité, prend sous l'éclairage des notions de marchandise, d'argent, de travail aliéné, une signification plus sociale.

Un autre exemple est celui de l'histoire de Brecht « Si les requins étaient des hommes... », qui ponctue le montage en imageant les rapports d'exploitation et de domination de la société de classes. « Dans les écoles, les petits poissons apprendraient comment on entre dans la gueule des requins », etc.. Et Maïakovski - qui est dit de telle façon que pour une fois on sent

monter toute sa sève - s'intègre au spectacle comme le souffle, les déchirements, les espoirs des hommes dans l'âpre processus de la lutte des classes; ce qui dans la réalité pourrait peut-être ne pas être s'il n'y avait pas eu avant lui *Le Capital*...

Les objets quotidiens

Il faut remarquer que ce qui fait en outre la force du montage, c'est que son unité ne vient pas d'abord de la scène, que ce qui relie Marx à Maïakovski, Maupassant à Jack London, c'est d'abord le thème. En ce sens, cette unité rend à plein. Ce qui n'empêche pas d'autre part un parti pris d'utilisation des matériaux et de l'espace qui a par lui-même une force de signification, non pas certes indépendante des textes, mais qui les entraîne dans sa dynamique: cela va des filets dans lesquels cahotent les comédiens au-dessus de nos têtes, jusqu'aux accessoires hétéroclites qui font partie intégrante du jeu, en passant par cette montagne de frigidaires, qui se fait, se défait constamment. Ces frigidaires méritent qu'on s'y arrête, parce qu'ils constituent le milieu scénique du montage. Ils ne sont pas seulement, au sens le plus plat, des signes de civilisation, mais ont dans l'économie de la mise en scène de la lutte de classes une réelle fonction. Les frigidaires mais aussi toutes sortes d'objets domestiques et mécaniques...

Sur ces abondants matériaux qu'on retrouve dans toutes les mises en scène de M. Ulusoy, celui-ci s'explique: « Ces objets de consommation que l'on voit tous les jours, tout à coup sur scène ça prend des significations fantastiques. Mais l'idée de cette utilisation n'est pas gratuite, elle vient d'une expérience vécue. Quand on jouait dans les fabriques en grève, on faisait des masques à partir des débris, des matériaux qu'on avait sur place. Les ouvriers les transformaient en des objets fantastiques. On n'avait pas le choix: on prenait ce qu'on avait sous la main ».

Et la stratégie ?

Le montage retrace les traits fondamentaux du capitalisme, et son histoire: l'échange, la marchandise, l'argent, le travail, l'aliénation, l'accumulation du capital, puis la grande crise, la guerre. Au plan historique, il s'arrête à la guerre, mais au plan de la lutte des classes ce n'est pas daté: la bourgeoisie est sur son déclin, dissolue, fébrile, et le

prolétariat s'est armé politiquement, il la montre du doigt, lui fait le poing, il menace. C'est le seul endroit du montage où se pose la question stratégique, et pour cette raison, c'est le point fort qui fait le lien avec la période actuelle. Il le fait à travers un texte de Jack London. En substance, lors d'une confrontation historique, le prolétaire (le prolétariat) dit au bourgeois (à la bourgeoisie): « Nous vous battons aux élections, et si vous ne cédez pas la place, alors nous prendrons les armes ». Or, l'absence durant le spectacle des problèmes stratégiques du mouvement ouvrier, le fait qu'il taise les éléments qui pourraient indiquer par quels chemins il est possible que le

prolétariat spolié, exploité, s'empare du pouvoir pour assumer son propre destin, isolent le texte de J. London, lui confère un caractère positif et donc ambigu. Tel qu'on le comprend, il donne en quelque sorte à croire que la violence révolutionnaire n'aurait de légitimité qu'à partir du moment où la bourgeoisie battue aux élections ne plierait pas l'échine...

« Dans les eaux glacées du calcul égoïste » est un spectacle plein, riche et fort. Mais, peut-être à cause du vide qu'il laisse entre les thèses du marxisme sur la lutte des classes, et les grandes questions qu'elle pose aujourd'hui, il risque de ne pas avoir l'efficacité de sa force.

P. Razdac



Entretien avec Memhet Ulusoy LA RUE ET LA SCENE

Memhet Ulusoy est turc. Il a travaillé au Piccolo théâtre de Milan, avec Strahler, puis en France avec Planchon. En 1968 il retourne en Turquie pour tenter une expérience de théâtre militant.

« On a commencé, avec un équipe qu'on avait mise sur pied, dans les villages en Anatolie. On n'arrivait pas là avec des solutions politiques, mais on parlait des préoccupations des paysans, de leur culture, de leur croyance, et on essayait avec eux de faire avancer les choses; ensuite on a poursuivi dans les villes, à Istanbul notamment. On allait dans les bidonvilles, dans les usines en grève. Et notre technique était une technique de théâtre de rue, c'est-à-dire qui oblige à tout déployer rapidement, à être léger, sûr, surtout rapide à cause de la police, et de laisser des traces dans la tête des gens, après dix minutes, un quart d'heure d'intervention. »

Cette expérience a duré trois ans, jusqu'au coup d'Etat militaire en 1971. M. Ulusoy a dû quitter la Turquie. Il est revenu en France, où les liens qu'il avait établis, lui permirent de reconstituer une équipe: « Le théâtre de liberté », qui existe depuis un peu plus de quatre ans. A son actif: « Le nuage amoureux », un montage d'après des textes de N. Hikmet, « le cercle de craie caucasien », et de nouveau un montage. Devant la scène chargée des structures métalliques, de cette montagne de frigidaires, et autres matériaux, le théâtre de rue semble loin derrière. M. Ulusoy explique:

« Même quand je fais un montage comme *Dans les eaux glacées...*, je suis profondément marqué par ces expériences que j'ai faites pendant trois ans. Ces trois ans cela représente trois ans de création, et trois cent mille spectateurs qui étaient principalement des ouvriers et des paysans... Ici ce n'est pas la même chose, j'ai fait aussi du théâtre de rue, par exemple on était au festival du

théâtre immigré à Suresnes l'an dernier; mais ce qu'on faisait en Turquie, c'était véritablement du théâtre d'agit-prop. Ici les conditions ne sont pas les mêmes, ce qu'on essaye de faire c'est plus un théâtre pour les immigrés, qui soit celui des immigrés, non seulement dans un festival, mais en permanence... Mais à côté de notre travail de théâtre en salle...

Le théâtre de salle c'est très important pour nous, parce que le travail qu'on fait sur une scène, du point de vue de la technique par exemple, de la formation des acteurs, est très utile au théâtre de rue. Et réciproquement, la technique du théâtre de rue, le contact direct avec le spectateur peut apporter beaucoup à la scène. Si je n'avais pas fait de théâtre de rue, je ne serais peut-être pas gêné par cette coupure entre la salle et la scène, et il n'y aurait peut-être pas ce filet au-dessus du public... Pour moi, la rue et la scène, c'est le même travail, le montage, ou plutôt le collage, c'est une technique du théâtre de rue... »

Et puis il y a d'autres raisons aux grands spectacles auxquels en est venu le « théâtre de liberté »: « On travaille à l'année, et on essaye de se payer convenablement. Parce qu'on est confronté à un problème: il faut qu'on gagne notre vie. Alors si on ne fait que du théâtre d'intervention, il faut qu'on travaille ailleurs. Et pour faire du théâtre, pour atteindre un certain niveau technique et artistique, il faut travailler chaque jour. Et c'est incompatible... D'un autre côté le statut de professionnel c'est une contradiction, parce qu'on n'échappe pas à l'institution... Mais pour le moment on n'a pas de problème, ici on fait ce qu'on veut ».

L'institution a un gros estomac, le danger serait de s'y installer.

L'alternative entre un théâtre militant dont l'impact et le développement sont forcément limités dans ce système et l'institution coercitive est le passage obligé de tout débat actuel.

Dans la région grenobloise

« EMMENE MOI AU BOUT DU MONDE »

Le Centre dramatique national des Alpes présente un texte politique de Blaise Cendrars, *Emmène-moi au bout du monde*, mis en scène par Michel Ferber. Le spectacle tourne dans la région grenobloise jusqu'au 24 avril, dans le cadre de la décentralisation départementale.

Le thème est simple: les grands voyageurs s'arrêtent quelquefois dans un bistrot. Il se racontent, ils parlent, ils sont entre deux trains, en partance et ils ont le mal du pays...

Sur scène une unique décor de café situé hors de toute frontière, sans âge, anonyme et pourtant particulier. Le café de la gare en somme...

Deux voyageurs déboussolés, sans argent, sont au milieu. Korskow repartira, Blaise restera.

Faire passer un long poème sur une scène de théâtre, tel était le pari de Ferber: « La scène, le théâtre sont-ils des lieux privilégiés d'où la poésie pourrait surgir? »

Ici la recette est simple mais elle est choc: la jonction organique entre le texte et la musique, le mot et la note, la voix et l'instrument. La poésie devient alors souffle et rythme. Le cri est mêlé au murmure, tout est sensible, on retrouve le langage et la quête désespérée d'un Kerouac.

Le spectacle est tout entier fascination, on ne peut que se laisser voyager, même si le transibérien est un peu long... Le spectacle redevient le lieu de la parole où l'on reprend la tradition du conteur qui accompagne ses récits de rythme.

Bien sûr, il n'y a aucune référence à l'ordre social établi, et, même si les deux compères traversent la révolution russe de 1905 en voulant faire sauter un consulat, les motivations principales restent la soif du voyage, la fuite en avant... et les désillusions qu'elles entraînent...

TRIBUNE LIBRE

A propos de la grève du spectacle

LA VOLONTE D'UNITE DOIT-ELLE SE CONFONDRE AVEC LE SUIVISME ?

Dans sa présentation de la grève du spectacle du 8 avril, Rouge, daté du même jour, fait porter principalement à la CFDT la responsabilité de son absence dans l'action.

Il n'est même pas rappelé ce fait essentiel : la Fédération CGT du Spectacle a décidé unilatéralement de la grève et ce n'est qu'après cette décision, et l'étonnement manifesté par la CFDT, que les deux fédérations ont pu se rencontrer. Je ne sais ce qui s'est dit lors de cette rencontre, mais il est apparu que si, globalement, les objectifs étaient estimés justes par la CFDT, de profondes divergences subsistaient quant aux moyens de les atteindre. Il faut le regretter, mais il faut rappeler que, à partir du moment où il y a une décision unilatérale d'une action, sur une plate-forme élaborée seul, il n'y a pas insuffisance dans la recherche de l'unité : cette recherche est nulle.

Il faut être très clair sur ce point : dans la lutte syndicale, la volonté d'unité ne peut être confondue avec un prétendu devoir de suivisme, d'alignement automatique sur les positions d'une organisation majoritaire. Ou bien la CGT, majoritaire dans le spectacle, assume sa grève, sans déplorer l'absence d'une unité qu'elle n'a pas voulu, (et c'est parfaitement son droit), ou bien, si elle souhaite une lutte intersyndicale, en pensant (comme je le pense) qu'elle peut être plus efficace, elle fait les démarches nécessaires pour l'élaboration d'une plate-forme commune (chacun restant évidemment libre de développer ses positions à l'intérieur de cette plate-forme) et pour la préparation en commun de l'action. Quand, dans « Télé 7 rouge », les militants de la Taupé des sociétés de radio-télévision proposent d'établir des bases com-

munes de lutte pour les travailleurs de la télé et du cinéma, à partir de leurs acquis respectifs, ils militent pour une unité profitable à tous ; quant Rouge « oublie » la décision unilatérale de la Fédé CGT du Spectacle, cela ne va pas dans le même sens.

L'éclatement de l'ORTF a contraint CGT et CFDT à des révisions importantes. Les progrès sont encore faibles.

Il reste à la CFDT de la Radio-télévision à prendre connaissance des intérêts des travailleurs du cinéma et des autres professions du spectacle. La CGT, pour sa part, devrait considérer comme positive la volonté du SURT-CFDT (1) de maintenir la cohésion des personnels de toutes les sociétés issues de l'ORTF, pour la défense de leurs acquis communs et pour la reconstruction future du service public de l'audiovisuel, démantelé par Giscard au profit des intérêts mercantiles. L'absence dans la grève de la CGT des chaînes télé montre bien qu'il y a là aussi, un problème. L'établissement d'une plate-forme de lutte commune à tous les travailleurs du spectacle est, avouons-le, difficile. Les professions, dans ce secteur, ont évolué sans coordination, dans des directions parfois contraires. Les contradictions y sont donc très grandes. Certaines d'entre elles apparaissent d'ailleurs dans l'interview du dirigeant de la Fédé CGT du Spectacle que Rouge a publié. Mais dans les sociétés de radio-télévision, les travailleurs ont bien conscience d'avoir un ennemi commun : quelle que soit notre appartenance syndicale, nous avons tous, par exemple, mesuré la mauvaise foi gouvernementale, en apprenant par la Cour des Comptes que l'ORTF était bénéficiaire en 1974, alors qu'un « gigantesque trou financier »

avait été annoncé aux parlementaires, pour qu'ils votent à la sauvette la loi de démantèlement ; de même, nous avons tous été choqués d'entendre récemment M. Rossi « se préoccuper » publiquement de la qualité de la production TV, lui qui, contre toutes les mises en garde des professionnels et l'opposition des organisations démocratiques, avait mis en place les structures qui entraînaient inévitablement la dégradation et la diminution progressive de cette production.

Surtout, nous savons tous que la volonté gouvernementale et patronale de développer le profit capitaliste dans les activités culturelles de toutes sortes a aussi des conséquences très graves pour tous les travailleurs sur le plan de l'emploi, des conditions de travail et des salaires. Les attaques en ces domaines sont en ce moment permanentes ; la volonté d'arbitraire patronal et la remise en cause des acquis sont constatés maintenant quotidiennement. C'est ça notre première base commune de lutte.

Il existe encore au SURT-CFDT un fort courant d'anti-cégétisme sommaire. Il fait dévier des analyses et des critiques souvent très valables et il est néfaste pour l'unité plus que jamais nécessaire. Beaucoup de militants CFDT en sont conscients et combattent ce courant. Ce ne serait pas les aider que de cacher le sectarisme de la Fédération CGT du Spectacle quand il se manifeste. Ce sectarisme est aussi un obstacle à l'action commune.

Pierre REGNIER
Adhérent du SURT-CFDT
à la société Française
de Productions (SFP)

(1) Syndicat Unifié de la Radio-Télévision CFDT

ce soir, sur FR3

20 H 30 - Vendredi : la CIA

LA PIEUVRE SOUS L'OBJECTIF

Aucune révélation d'importance dans cette émission dont l'intérêt — et c'est déjà beaucoup — est de présenter un excellent résumé des activités et de la politique de la CIA durant les trente dernières années, en les insérant dans la politique plus générale de l'impérialisme américain durant la même période. Si bien que ce soir, il ne sera pas question de super-espion, une image qui relève plus du mythe que de la réalité, mais bien d'une agence contre-évolutionnaire spécialisée dont l'intervention, même et surtout, lorsqu'elle est niée par un « démenti plausible », est toujours étroitement dépendante de la politique impérialiste américaine.

Les exemples ne manquent pas à l'appui de cette démonstration s'appuyant sur d'excellents documents filmés : grève des dockers marseillais en 47 et création de FO, chute de Mossadegh en Iran en 53, assassinat de Lumumba au Congo en 60, intervention au Laos, opération Phoenix au Vietnam, le Chili de l'Unité Populaire et celui de Pinochet, bien d'autres encore.

A l'heure où paraît la traduction française des rapports rédigés par les diverses commissions d'enquêtes du Sénat et du Congrès (chez Stock), Christine Ockrent présente ce soir son reportage sur la CIA. Elle a fait son enquête aux Etats-Unis, filmé ce qu'on a bien voulu lui montrer des installations de la « compagnie », interviewé certains des protagonistes des derniers scandales. AINSI William Colby, ancien directeur de l'agence, défendant avec prudence et circonspection sa politique à la tête de l'agence, Hunt, rendu discret par sa participation au Watergate et un peu gêné par l'échec de l'opération Baie des Cochons à laquelle il a été mêlé, mais aussi le journaliste Jack Anderson qui fut à l'origine de pas mal de révélations, John Marks, ancien agent lui-même, qui, avec Marchetti, est l'auteur d'un des meilleurs livres sur la CIA, *La CIA et le culte du renseignement*.

Le mot de la fin, c'est le président Ford qui l'énonce en déclarant qu'il ne sera pas de ceux « qui démantèleront un organisme aussi essentiel à la sécurité des USA ». Nous voilà prévenus. Raison de plus pour voir ce soir l'émission : on ne connaît jamais trop bien ses ennemis.

radio

Vendredi 16 avril : France musique, 20 h 00 : forum du jazz (deux bassistes : Barre Phillips et Henri Texier).

Dimanche 18 avril : France-Musique, 19 h 10 : Jack de Johnette. France culture, 23 h 00 : débat sur Jazz et cinéma à propos de *La Cecilia* de J.L. Comolli.

Dans l'objectif

PROVINCE

◆AVIGNON

◆ Le 30^e Congrès de la Fédération des ciné-clubs se tiendra les 17, 18, 19 avril à Avignon. Seront en outre projetés vendredi 16 avril : *La meilleure façon de marcher*. Samedi : *L'acrobate* et *La ville est à nous*. Dimanche : *La spirale*, film inédit sur le Chili, avec la présence de son réalisateur, A.Mattelart. Lundi : *La cécilia* et *Le berceau de cristal*.

◆BEZIERS

◆ Le film... Le groupe ciné de Milhau a filmé depuis cinq ans, semaine après semaine, le combat d'une région contre l'extension des camps militaires. Après le quinze mars 1976 et l'échec de l'enquête parcellaire du gouvernement devant la détermination de la lutte, monter un premier long métrage fut décidé ; c'est ce film que nous présentons aux biterrois. Cinq séquences s'enchaînent (durée globale 1 h 45) : Milhau et le Sud-Aveyron - m'Alla, un des 103 : la vie quotidienne chez M' Cazottes - la montée sur Paris, Simone Evesques explique le déroulement - l'enquête parcellaire et la journée du quinze mars 75. Organisé par les C.O.R. Comité Volem Viuzvre al Pays, le comité Larzac.

◆CAEN-HEROUVILLE

◆ Les trois matamoras de Dario Fo, par la Tripe de Caen. 1018, Bd du Grand-Parc.

◆CLERMONT-FERRAND

◆ A la cinémathèque « L'essai » on passe ce soir pour la dernière fois *Mamma Roma* de Pasolini. 16, rue J.B Torrilhon.

◆GRENOBLE

◆ Théâtre de Grenoble — Mardi 20 avril à 20 h 30. « La révolution espagnole » (projection-débat présentée sous l'égide de la librairie « L'œil écoute ») et du service d'intervention culturelle. Les deux mémoires, film de Jorge Semprun, présenté par l'auteur. Exposé de Pierre Broué (historien), auteur de *La révolution espagnole*. Débat public animé par Pierre Broué et Jorge Semprun. Participation aux frais : 7 F.

◆LYON

◆ Beaucoup de choses à Lyon pour ce week-end... En vrac, inutile de répéter qu'au « Cinématographe » on passe *Agnus Dei*. Je suis Pierre Rivière et Fous à délier. Par contre, vous ne savez peut-être pas qu'au cinéma le « Canut » (un nom tout à fait lyonnais) on rend hommage à Griffith, qui n'a pas inventé le cinéma (ça c'est les frères Lumière qui en sont responsables, et encore c'est parfois contesté) mais qui l'a élevé au rang des arts. Ce n'est pas tout : dans le cadre du 1^{er} festival de danse contemporaine, au théâtre lyonnais de Vénissieux, Pinok et Matho dans *Espaces carnivores* jusqu'à samedi 17.

◆PAU

◆ Préparez-vous ! D'ici quelques

jours, le film *Fous à délier* passera à la MJC Cadier (les 22, 23, 24 avril prochains).

◆ROUEN

◆ Une jeune association, qui a tout juste trois mois, « Culture et musique arabe en Normandie » organise une soirée nord-africaine : Chants traditionnels, danses folkloriques, chants et danses modernes et orientales, avec : Najia Abdallah et Jerrari (Tunisie) Meriem Abed et Elbellali (Algérie) Le groupe El Mejd (maroc) Des danseurs... Salle Sainte-Croix des Pelletiers, samedi à 20 h 30

◆TOULOUSE

◆ Deux activités possibles ce soir : la cinémathèque organise la projection de *Viva Zapata*, d'Elia Kazan à 18 h 30 - 3, rue Roquelaïne. Concert ballet sur la négritude avec « soft machine » au Hall Gascogne à Colomiers - 21 h 00

◆SAINT-JEAN DE LUZ

◆ Réunion débat sur la langue basque, montage audiovisuel, chanteurs (Laboa et Raimon). Des délégués des Ikastola et associations du Sud prendront part au débat. De 18 h 30 à 21 h 00, buffet animé par de nombreux chanteurs. A partir de 15 h 00 à la salle municipale Ducontenia.

BANLIEUE

◆LEVALLOIS-PERRET

◆ Concert jazz-rock

« mer'grand » ce soir à 21 h 00 au 92, rue Marius Aulan. Prix : 10 F non adhérents, 8 F adhérents.

◆MASSY

◆ Grande journée folk samedi à 15 h 00 film, 16 h 30 Hootnanny, 19 h 00 : bouffe, 20 h 30 : concert. Le tout se déroule à l'Association pour la culture et l'éducation populaire (allée de Québec) — Tel : 920 57 04.

◆FONTENAY AUX ROSES

◆ Samedi à 21 h 00 à la salle des fêtes, le club UNESCO du centre des jeunes des Blagis de Sceaux organise une soirée de chansons bretonnes et occitanes avec Glenmor et Marti.

PARIS

◆SPECTACLE

◆ Encore une bonne soirée au café-restaurant La Canaille : dîner à 21 h 00 (18 F) plus le mime Nicolas et le chanteur Aken Dengue (3 F). N'oubliez pas de réserver vos places à l'avance 278 09 71.

◆THEATRE

◆ Le teatro Casa de Espana présente ce soir « Cronica de la noche en que murio el general Francisco Franco » mise en scène de Jacinto Soriano, au Bataclan — 50, Bd voltaire.

◆EXPOSITION

◆ Au Petit Palais, vient de s'ouvrir une nouvelle exposition : « Le siècle d'or de la peinture espagnole ».

télévision

TF 1

Vendredi 16 avril

16.00 Concert : « Stabat Mater » de Pergolèse. L'œuvre de Pergolèse, qui meurt à 26 ans, date de 1756. Ecoutez-la, c'est aussi chouette que le requiem de Mozart ! Evidemment ceux qui n'aiment que le jazz-rock vont être déçus...
20.00 Journal.
20.30 Au Théâtre ce soir : On croit rêver, une pièce de Jacques François. Effectivement, devant tant de bêtise, on croit rêver...

A 2

20.00 Journal.
20.30 Comme du bon pain. La saga « made in France » d'une famille de boulangers.
21.30 Apostrophes. L'émission de Bernard Pivot a pour thème : *Chrétien pour quoi faire ?* Sur un sujet intéressant, la lutte des classes traverse également l'institution religieuse, l'émission risque de tomber dans un salmigondis christo-marxiste (surtout à cause du numéro « très personnel » de Maurice Clavel...) Avec J.C. Barreau, Bernard Besret (Boquan, vous savez...), Gilbert Cesbron, etc.
23.05 Ciné-club : *Le secret derrière la porte*, de Fritz Lang. Ce film de 1947, au symbolisme un peu lourd, n'est pas le meilleur de Fritz Lang. A voir quand même pour se souvenir de Metropolis et de M. le Maudit...

FR 3

19.40 Tribune libre. La libre pensée.
20.30 Vendredi : la CIA. A quand une émission sur le SDECE et C ? (voir ce soir sur FR 3)
21.30 America. La suite de l'émission passionnante de la BBC, présentée par Alistair Cooks. Aujourd'hui : la découverte du territoire américain (les grands lacs, le Mississippi...)
22.20 Journal



APPEL AU 1er MAI

Au cœur de l'offensive ouvrière

Alors que les luttes ouvrières se développent et se renforcent, alors que leur élargissement, leur coordination, leur centralisation est à l'ordre du jour (surtout après les échecs de la SNCF et de Peugeot) les directions confédérales repoussent toute initiative qui pourrait stimuler un tel esprit offensif et unitaire.

Frapper tous ensemble

Séguy et Maire ont donc l'intention de réduire le 1^{er} mai aux dimensions raisonnables d'une bonne journée marquée par des actions intersyndicales. Les manifestations annoncées se préparent dans un contexte de rivalité sectaire entre les deux centrales, climat qui n'exprime en rien la volonté unitaire des travailleurs.

Quant aux grands partis ouvriers, ils s'abstiennent, voulant respecter le caractère strictement syndical de la journée ! Piteux argument qui cache mal un sentiment de frayeur face à la montée des revendications et des luttes ouvrières ; que d'inquiétudes de leur part devant la vigueur du mouvement étudiant et l'insolence de la contestation qui, aujourd'hui ébranle les institutions de la bourgeoisie comme l'école, la justice, la médecine ou l'armée...

Mais ne craignent-ils pas, ces partis, que les aspirations ouvrières et populaires ne bousculent, dans un même temps et le calendrier électoral et ce gouvernement de minorité absolue aux prétentions insensées. Que les directions réformistes ne s'illusionnent pas. Leurs précautions, leurs manœuvres ne pourront empêcher que se rassemblent, le 1^{er} Mai, coude à coude entreprises en lutte, mouvement étudiant, comités de chômeurs, foyers d'immigrés en grève, groupes du mouvement femme et comités de soldat, tous unis par un même refus des licenciements, du chômage, de la sélection, des cadences infernales, des salaires et allocations de misère ; soudés par le rejet d'un système dominé par l'écrasement de l'homme. Respectable ce 1^{er} Mai le sera, mais uniquement parce que les travailleurs, présents dans la rue, demanderont, exigeront que eux soient respectés et ce dans leur travail, et par le patronat. Le respect ? Il est dans la garantie de l'emploi, la réduction massive du temps de travail (35 H), le rattrapage des salaires (2 000 Frs mini, 300 Frs pour tous) et leur indexation sur les indices syndicaux.

Chirac, Giscard, Ponia... dehors

Et pour la première fois, depuis les cantonales, il sera donné à des millions de travailleurs de crier dans la rue à la face des princes qui nous gouvernent « Giscard,

Chirac, Ponia... dehors ! ». Il est intolérable que votre gouvernement et votre majorité, déjà battu électoralement s'opposent encore, à l'aide de méthodes toujours plus brutales, à nos revendications ». Et alors, les directions syndicales, celles du PC et du PS, absentes, sentiront jaillir des secteurs en lutte l'exigence d'une offensive ouvrière et populaire, propre à unifier les énergies dispersées afin d'imposer les revendications essentielles et défaire ce gouvernement minoritaire.

Le 1^{er} Mai 76 peut être le tremplin d'une telle offensive et l'occasion, pour les travailleurs français de se dresser aux côtés de leurs camarades italiens, espagnols et portugais contre l'Europe du Capital.

Ouvrier à ce but, ensemble est la tâche principale des organisations révolutionnaires. C'est dans cette perspective que la LCR a proposé au PSU, et à toutes les organisations révolutionnaires, une préparation et une participation unitaire. Nous avons défendu l'idée, pour notre part, que c'est avec et devant la masse des travailleurs, rassemblés par les manifestations de la CGT et de la CFDT que les révolutionnaires devaient affirmer l'existence d'une alternative à la dangereuse guérilla électoraliste, pratiquée par les directions réformistes et dénonçant par la présence au cortège unitaire de leurs organisations, l'absence du PC et du PS.

Affirmer les perspectives révolutionnaires

En coordonnant leurs efforts, les organisations révolutionnaires pouvaient par leur participation aux délégations syndicales, et la présence massive de leurs organisations donner une crédibilité décisive à leurs perspectives, par la démonstration de leur force.

Le PSU a décidé de se plier aux consignes de l'Union de la Gauche et de ne pas apparaître de manière autonome.

Lutte ouvrière, Révolution et le PCR se sont réfugiés derrière l'argument d'une manifestation autonome des révolutionnaires : c'est une initiative qui isole une partie des révolutionnaires et limite leur impact sur l'avant-garde ouvrière et la masse des travailleurs. Mais surtout, cette action obéit à une dangereuse logique de division du mouvement ouvrier.

Nous combattons, fraternellement, une telle orientation devant les travailleurs et militants. Et, nous ferons tout pour affirmer, dans les manifestations appelées par la CGT et la CFDT, les perspectives révolutionnaires. L'expérience du 1^{er} Mai 75 a démontré que nous pouvons, ce 1^{er} Mai 76 être compris par des dizaines de milliers de travailleurs.

Jean Métails, membre du BP de la LCR

PORTUGAL

Lors des affrontements de Beja, des soldats passent au côté des manifestants

Lisbonne : de notre envoyé spécial

En maintenant jusqu'au bout le meeting prévu hier soir aux arènes de Béja et en y envoyant deux de ses principaux dirigeants, Amaro de Costa et Freitas de Amaral, le CDS (Centre démocratique et social) montre la volonté de la droite d'assumer l'escalade de la tension dans cette région de l'Alentejo.

En effet, les funérailles de Manuel Pratas Palminha, le conducteur de machine agricole abattu par la PSP (police) voici deux jours, devait avoir lieu à l'heure même du rassemblement provocateur.

Manuel Pratas Palminha a été abattu par la PSP et treize autres personnes blessées dont trois grièvement, lors des incidents survenus à Béja, mercredi soir au cours d'une manifestation convoquée devant le siège de la PSP pour exiger la libération de trois personnes arrêtées après avoir « boycotté activement » un meeting du PPD samedi dernier à Béja.

Commencé à 14 heures, le siège du local de la police dura tout l'après-midi de mercredi. Les incidents commencèrent en début de soirée quand débarqua, amené par hélicoptère, un groupe d'agents du Groupe spécial d'intervention de la PSP. A peine débarquée, la police d'intervention a chargé, ouvrant le feu avec ses mitraillettes et ses pistolets. Les quartiers bas de Béja furent, deux heures durant, le théâtre d'affrontements très violents. C'est d'un ricochet reçu en plein

cœur que s'écroulait vers minuit Manuel Pratas Palminha. Déjà à l'hôpital, plusieurs blessés par balles étaient soignés de toute urgence. La fureur du corps d'intervention de la PSP n'a été calmée qu'avec l'intervention de sections du régiment d'infanterie de Béja (RIB). Après avoir tenté de s'interposer entre PSP et manifestants, c'est le passage au côté de ces derniers d'une section entière, de quinze hommes en armes qui dissuada la PSP de continuer à faire usage de ses armes.

Cette attitude des soldats du RIB a consacré l'échec du véritable test répressif tenté par le pouvoir. Elle intervient quelques jours après un autre événement similaire : alors que le CDS tenait un meeting provocateur à Elvez (Alentejo), un bataillon du régiment d'infanterie d'Estremoz a refusé de charger les contre-manifestants. Quand les escadrons de la GMR (gendarmérie) sont arrivés, le bataillon s'est interposé et a bloqué les camions de la GMR.

Dès lors, en poursuivant à une semaine des élections leur politique de tension dans l'Alentejo, CDS et PPD veulent effacer ce précédent fâcheux qui montre qu'au Portugal, les soldats ne sont pas tous prêts à tirer sur le peuple. La droite ne supporte pas que l'Alentejo, qui a été l'épicentre des occupations de terre, devienne un exemple pour la résistance des soldats.

Michel Rovere

BULLETIN D'ABONNEMENT

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

Etudiants, lycéens, collégiens, enseignants

UN PAS DE PLUS FRANCHI VERS LA GREVE GENERALE

- Importantes manifestations dans toutes les villes
- Violences et provocations policières

Paris, à 15h. Plusieurs milliers de lycéens s'étaient rassemblés au métro Oberkampf pour se diriger en cortège vers la place de la Bastille. Leurs camarades des CET avaient fait de même ; boulevard de la République les collégiens de Pottin, emmenaient le défilé. A 16 heures, la place était déjà noire de monde.

On attendait Nanterre et Tolbiac qui devaient prendre la tête de la manifestation, une demi-heure plus tard. « Sélection répression, chaud-chaud chômage ras-le-bol, abrogation de la réforme Soisson » les mots d'ordre fusaient de tous les côtés.

Des dizaines de milliers (40 000 selon les organisateurs) de lycéens, de collégiens, d'étudiants et d'enseignants marchaient au coude à coude dans un esprit de détermination et de responsabilité, vers le Ministère de l'Education nationale. Mais, face à l'ampleur de la riposte à sa réforme, le pouvoir semble avoir choisi la provocation. Dès le carrefour du boulevard Henri IV et du boulevard St-Germain, les flics

commençaient à grenader systématiquement. Ils étaient aidés par « une poignée de provocateurs extérieurs à la manifestation » comme devait le souligner le Collectif parisien lors d'une conférence de presse tenue pendant la manifestation. Il fallut une bonne heure pour que les manifestants réussissent à franchir, dans le calme, le mur de fumée. Un étudiant avait été grièvement blessé par un tir tendu de grenade ; plusieurs autres semblaient fortement commotionnés. La provocation organisée, n'arrêtait cependant pas les manifestants qui poursuivaient leur marche vers le Ministère.

Face à l'ampleur de la manifestation qui rassemblait plus de 40 000 personnes, police et groupes de provocateurs, parmi lesquels certains fascistes furent reconnus, cherchèrent en permanence à créer un certain climat. Attaque du service d'ordre étudiant et de la sono par des provocateurs, quadrillage policier digne de mai 68. Finalement la manifestation continua jusqu'au métro Sèvres Babylone. Alors qu'elle commençait

à se disperser, la police chargea violemment. On a vu, entre autre, un policier casser sa matraque sur la tête d'un manifestant et l'envoyer ensuite dans une vitrine.

Toulouse : journée chaude. Commencée le matin par une rencontre régionale, à laquelle participaient les villes de Montpellier, Pau, Bordeaux, Perpignan. Des forums dans des amphis bondés, particulièrement celui sur les problèmes viticoles. Certains CAV et l'UR-CFDT soutenaient la rencontre. Puis, après la confirmation de l'inculpation de 23 étudiants emprisonnés après les violences policières du 13 avril, l'ensemble des forums se sont vidés. Tous les participants sont partis en manifestation jusqu'au Palais de Justice. Ils étaient 5000 avec une seule banderole, tenue à la main par le premier rang : « levée des inculpations, halte à la répression ». SSit in devant un rideau de flics protégeant le Palais. Et délégation de membres de la direction de la faculté de Mirail reçus par le Procureur. Le Mouvement d'Action Judiciaire demande dans un communiqué la

« libération des emprisonnés » et proteste « contre l'occupation du Palais de justice par la police ». L'UNEF manifestait seule de son côté.

Bordeaux : près de 6000, jusqu'au Rectorat en passant par l'ANPE, participation du SGEN et du SNESup, nombreux CET et lycéens. Rouen : 4000, avec en tête « non à l'université du capital », participation du SGEN et du SNESup, quatre lycéens en grève présents. Lyon : entre 8 et 10 000, prise de parole à la fin du SNESup, du SGEN, de l'UD-CFDT, de la coordination des comités de grève étudiants. Rennes : 6000, avec beaucoup de lycéens et de CET, une délégation de Réhau-Fougères et la participation du SGEN et du SNESup, protestation contre une deuxième inculpation au nom de la loi anti-casseurs après les manifs de la semaine dernière. Le Mans : 5000, dont un millier de lycéens et collégiens du technique. Dijon : près de 2000, soutenus par UD CGT et CFDT, participation SGEN et SNESup, vers le Rectorat et l'ANPE. Troyes : 1500, jusqu'aux usines textiles en grève, remerciement d'un

responsable CGT pour la solidarité des étudiants et lycéens. Strasbourg : 2500, avec syndicats enseignants et trois lycéens en grève. Nantes : 3000, dont 1000 lycéens, 8 établissements étant en grève. Montauban : manif en direction de la Préfecture et ANPE, grève sur tous les lycéens du département. Nancy : 4500, SNESup présent, 300 lycéens. Clermont : 3000, avec une certaine confusion, la décision de parcours entre syndicats et comités de grève ayant été contestée dans les amphis. Limoges : 500, occupation de la Chambre patronale et beaucoup de lycéens. Cherbourg : 300 élèves de lycée technique. Montluçon : 1500, soutien SNESup et CFDT, tous les établissements scolaires en grève. Perpignan : 1000 dont 100 travailleurs du centre de Thuir en grève. Tarbes : 1500, occupation de l'inspection académique. Savoie : Lycéens principaux en grève, manifs à 800 dans les deux villes. Pontoise : 500 lycéens et collégiens. Boulogne sur Mer : 2000, soutien CFDT et comités de chômeurs. Grenoble : 10 000 dont 2000 lycéens et collégiens, prise de parole CFDT et SGEN.